

COGELEC

Société anonyme

370 rue de Maunit

85290 Mortagne-sur-Sèvre

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

ACCIOR - A.R.C.

53, rue Benjamin Franklin

85016 La Roche-sur-Yon

S.A.S au capital de 40 000€

343 156 766 RCS La Roche-sur-Yon

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale Ouest Atlantique

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 188 160 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

COGELEC

Société anonyme

370 rue de Maunit

85290 Mortagne-sur-Sèvre

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale de la société COGELEC

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société COGELEC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation et dépréciation des immobilisations incorporelles issues de développement

Les immobilisations incorporelles issues de développement, dont les principes de comptabilisation sont décrits dans la note « 6.4.8 Immobilisations incorporelles », figurent au bilan au 31 décembre 2022 pour un montant net de 6 459 K€, et ont fait l'objet de tests de dépréciation selon les modalités décrites dans les notes « 6.4.10 Suivi de la valeur des actifs non courants (hors actifs financiers) » et « 6.6.1 Dépréciation des actifs non financiers » de l'annexe.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation fondés sur les prévisions de flux de trésorerie, et contrôlé la cohérence des hypothèses utilisées avec les données prévisionnelles issues de plans stratégiques établis sous le contrôle de la direction du groupe. Nous avons également vérifié que les notes de l'annexe des comptes consolidés donnent une information appropriée.

Comptabilisation des produits

Les notes « 6.4.18 Reconnaissance des produits » et « 6.8.1 Chiffre d'affaires » de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance du Chiffre d'affaires.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe des comptes consolidés et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

La Roche-sur-Yon et Saint-Herblain, le 26 avril 2023

Les commissaires aux comptes

ACCIOR - A.R.C.

Deloitte & Associés

radigue Guillaume

Sébastien CAILLAUD

Guillaume RADIGUE

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DU GROUPE AU 31 DECEMBRE 2022

Dans l'ensemble des états financiers et annexes, les montants sont indiqués en milliers d'Euros (K€), sauf indication contraire, et les différences de ± 1 K€ sont dues aux arrondis.

3.1 BILAN CONSOLIDE

3.1.1 ACTIF

ACTIF	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Immobilisations incorporelles	3.6.7.1	7 307	6 857
Immobilisations corporelles	3.6.7.2	12 950	11 794
Autres actifs financiers	3.6.7.3	611	550
Autres actifs non courants	3.6.7.4	6 355	5 804
Actifs d'impôts non courants	3.6.7.5		
Total actif non courant		27 222	25 006
Stocks et en-cours	3.6.7.6	16 011	15 293
Créances clients et comptes rattachés	3.6.7.7	14 977	11 904
Autres actifs courants	3.6.7.7	3 935	3 104
Actifs d'impôts courants	3.6.10.1		147
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.6.7.8	23 439	18 779
Total actif courant		58 361	49 226
TOTAL ACTIF		85 584	74 232

3.1.2 PASSIF

PASSIF	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Capital social	3.6.7.9 et 3.5	4 004	4 004
Primes d'émission	3.5	18 551	18 551
Autres éléments du résultat global	3.5	541	-327
Réserves consolidées part du groupe	3.5	-15 735	-12 167
Résultat consolidé part du groupe	3.5	-292	-3 280
Capitaux propres part du groupe	3.5	7 069	6 782
Réserves consolidées part des minoritaires	3.5		
Résultat consolidé part des minoritaires	3.5		
Capitaux propres part des minoritaires	3.5		
Total capitaux propres		7 069	6 782
Emprunts et dettes financières	3.6.7.10	21 268	20 607
Provisions pour engagements de retraite	3.6.7.12	372	690
Autres provisions à long terme	3.6.7.13	1 684	1 830
Autres passifs non courants	3.6.7.15	30 265	26 007
Passifs d'impôts non courants	3.6.7.5	291	343
Total passif non courant		53 880	49 477
Emprunts et dettes financières	3.6.7.10	5 649	3 834
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3.6.7.15	5 448	5 412
Autres passifs courants	3.6.7.15	12 145	8 727
Passifs d'impôts courant	3.6.10.1	1 392	
Total passif courant		24 635	17 973
TOTAL PASSIF		85 584	74 232

3.2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	Notes	31/12/2022	31/12/2021
CHIFFRE D'AFFAIRES	3.6.8.1	59 731	51 549
Autres produits de l'activité		16	5
Achats consommés	3.6.8.2	-20 158	-19 278
Charges de personnel	3.6.8.3	-19 282	-18 060
Charges externes	3.6.8.4	-11 010	-8 977
Impôts et taxes		-777	-541
Dotations / Reprises amortissements	3.6.7.1 et 3.6.7.2	-4 368	-4 157
Dotations / Reprises provisions et dépréciations		-343	232
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		-752	1 327
Autres produits et charges opérationnels courants	3.6.8.5	472	236
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		3 529	2 335
Autres produits et charges opérationnels	3.6.8.6	-1 184	-4 904
RESULTAT OPERATIONNEL	3.6.4.25	2 345	-2 569
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		80	22
Coût de l'endettement financier brut		-332	-224
Coût de l'endettement financier net	3.6.4.25 et 3.6.8.7	-253	-203
Autres produits et charges financiers	3.6.8.7	-350	416
Charges d'impôt	3.6.10.1	-2 035	-923
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence			
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		-292	-3 280
Part du groupe		-292	-3 280
Part des minoritaires			
RESULTAT NET DE BASE PAR ACTION en €	3.6.4.26	-0,0344	-0,3862
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION en €	3.6.4.26	-0,0344	-0,3862

3.3 ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

	31/12/2022	31/12/2021
RESULTAT DE LA PERIODE	-292	-3 280
Eléments recyclables en compte de résultat		
Ecarts de conversion	386	-389
Impôts sur éléments comptabilisés directement en capitaux propres		
Eléments non recyclables en compte de résultat		
Impôts sur éléments comptabilisés directement en capitaux propres	-54	-22
Ecarts actuariels	208	84
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE	541	-327
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE	249	-3 606
Part du groupe	249	-3 606
Part des minoritaires		

3.4 TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

	Notes	31/12/2022	31/12/2021
FLUX DE TRESORERIE LIE A L'ACTIVITE			
Résultat net des activités poursuivies	3.2	-292	-3 280
Dotations nettes aux amortissements et provisions	3.6.7.1-3.2- 3.3-3.7-3.12-	4 102	5 104
Reprises de subventions	3.6.8.5	-526	-579
Part des produits constatés d'avance repris au résultat	3.6.7.15	-3 332	-2 850
Plus et moins-values de cessions	3.6.9.1	281	1 531
Ecart de change sur réciprocity		440	-417
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		673	-491
Coût de l'endettement financier net	3.6.8.7	253	203
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	3.6.9.2	1 820	747
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		2 746	459
Impôts versés	3.6.9.3	-387	-647
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :			
- Autres actifs non courants	3.6.7.4	-556	-1 139
- Stocks	3.6.9.4	-718	-2 049
- Clients	3.6.9.5	-3 096	-573
- Autres actifs courants (hors prêts et cautions)	3.6.9.6	-779	-234
- Autres passifs non courants	3.6.9.7	4 258	3 864
- Fournisseurs	3.6.9.8	79	1 350

- Autres passifs courants	3.6.9.9	7 335	3 588
	Total	6 523	4 808
Flux net de trésorerie généré par l'activité		8 882	4 620
<u>FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>			
Acquisitions d'immobilisations	3.6.9.10	-4 201	-4 789
Cessions d'immobilisations	3.6.9.11	—	12
Variation des prêts et avances consenties	3.6.9.12	-121	-99
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-4 322	-4 876
<u>FLUX DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	3.5		
Augmentation de capital en numéraire	3.5		
Actions propres	3.5	39	-64
Emissions d'emprunts	3.6.9.13	4 620	11 228
Remboursements d'emprunts	3.6.7.14	-4 194	-4 041
Coût de l'endettement financier net	3.6.8.7	-253	-203
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		212	6 920
<u>VARIATION DE LA TRESORERIE</u>		4 772	6 664
Trésorerie d'ouverture		18 763	12 056
Trésorerie de clôture	3.6.7.8	23 438	18 763
Variation des écarts de conversion		97	-43
Variation de la trésorerie		4 771	6 664

Conformément à IAS7, les flux d'investissements et de financements relatifs aux contrats de crédit-bail et de location financement sont considérés comme non-cash et donc exclus du présent état de flux (cf notes 3.6.9.10 et 3.6.9.13).

3.5 TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

	Capital social	Primes	Autres éléments du résultat global	Réserves	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres	Intérêts minoritaires	Capitaux propres groupe
Au 31 décembre 2020	4 004	18 551	189	-8 277	-4 020	10 447	0	10 447
Mouvements :								
Affectation résultat N-1			-189	-3 832	4 020			
Actions propres				-59		-59		-59
Ecarts actuariels			+62			62		62
Ecart de change			-389			-389		-389
Résultat consolidé					-3 280	-3 280		-3 280
Au 31 décembre 2021	4 004	18 551	-327	-12 167	-3 280	6 782	0	6 782
Mouvements :								
Affectation résultat N-1			327	-3 606	3 280			
Actions propres				38		38		38
Ecarts actuariels			+154			154		154
Ecart de change			386			386		386
Résultat consolidé					-292	-292		-292
Au 31 décembre 2022	4 004	18 551	541	-15 735	-292	7 069	0	7 069

L'augmentation de capital du 13 juin 2018, liée à l'introduction en Bourse de la Société, a généré une prime d'émission d'un montant de 20 110 K€, sur laquelle sont venus s'imputer les frais d'IPO nets d'IS pour un montant de 1 558 K€.

Les actions propres sont retraitées conformément à la note 3.6.7.9.

3.6 NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

3.6.1. PRESENTATION DU GROUPE ET DES EVENEMENTS IMPORTANTS

3.6.1.1 Information relative à la Société et à son activité

La société COGELEC est une Société Anonyme (SA). Les comptes IFRS comprennent la société mère COGELEC et ses filiales.

Adresse du siège social : 370 rue Maunit, Mortagne-sur-Sèvre (85290), France.

Numéro du Registre du Commerce et des Sociétés : 433 034 782

COGELEC est un fabricant français d'interphones téléphoniques et de solutions de contrôle d'accès dans l'habitat collectif et individuel. La Société est organisée de façon à apporter la meilleure offre globale à ses clients et à développer de nouveaux produits, en investissant dans la recherche-développement.

La Société COGELEC et ses filiales est ci-après dénommée la « Société » ou le « Groupe ».

Dans le cadre de son développement à l'export, le 4 décembre 2017, la société COGELEC a souscrit au capital de la société INTRATONE GmbH. Son siège est à Düsseldorf et la société a été immatriculée le 28 décembre 2017. Le 12 février 2018, la société COGELEC a souscrit au capital de la société INTRATONE UK Limited dont le siège est à Londres. Le 29 octobre 2018, la société COGELEC a souscrit au capital de la société INTRATONE BV dont le siège est à Amsterdam. Ces sociétés ont été créées dans le but de faciliter la commercialisation des produits INTRATONE à l'international. Elles sont pour le moment en phase de lancement et ont généré 5.8 M€ de pertes consolidées sur 2022 ainsi réparties :

- INTRATONE GMBH : - 3.0 M€
- INTRATONE UK : - 2.1 M€
- INTRATONE BV : - 0.7 M€

La filiale allemande INTRATONE GmbH a recours à l'exemption concernant la publication de ses comptes annuels 2022 comme prévu à l'article 37 de la Directive Comptable Unique n° 2013/34/EU qui a été transposée en Allemagne en 2015.

3.6.1.2 Événements marquants au cours de l'exercice 2022

La société a procédé à l'ouverture d'un showroom dans le centre de Paris en juin 2022 afin d'améliorer sa visibilité sur le marché et d'assurer de la formation à ses clients.

Afin de financer le développement commercial de ses filiales, la société COGELEC a consenti une avance de 5,4 M€ au titre de 2022 soit un montant cumulé de 28 M€ au 31 décembre 2022. Ces avances font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 23,1 M€ dans les comptes sociaux, et concernent les créances rattachées aux filiales anglaise et allemande.

Le Groupe est peu exposé aux conséquences du conflit en Ukraine. A ce titre, la Société n'a pas identifié de risque particulier propre à cet événement.

Néanmoins, les tensions sur les approvisionnements et le contexte inflationniste constituent une préoccupation pour le management, qui demeure attentif à la préservation des marges et au maintien de l'activité. Le Groupe reste attentif à la situation sur ses activités en France et en Europe.

Au 31 décembre 2022, le Groupe a constaté dans ses comptes sociaux et consolidés une perte nette de 0.935 M€ En effet, l'évolution du design mécanique de la clé Kibolt a engendré la mise au rebut au T4 2022 pour 0.935M€ de pièces et de composants ne pouvant pas être utilisés pour la version 2. Ces coûts résiduels sont comptabilisés en autres produits et charges non courants dans les comptes consolidés et en résultat d'exploitation dans les comptes sociaux. La commercialisation de la nouvelle génération de clef Kibolt aura lieu au cours de l'exercice 2023.

3.6.1.3 Synthèse et perspectives

Avec une croissance continue de son parc installé, une offre de services innovante répondant aux préoccupations actuelles des résidents dans les immeubles collectifs, une évolution de son mix produits pour plus de récurrence, COGELEC confirme son ambition 2023 d'un nouvel exercice de croissance à deux chiffres de son chiffre d'affaires, accompagnée d'une amélioration du ratio EBITDA / chiffre d'affaires et de la commercialisation de Kibolt sur l'exercice en cours

3.6.2 APPRECIATION DES FACTEURS DE RISQUE

COGELEC peut se trouver exposé à différentes natures de risques financiers : risque de marché, risque de crédit et risque de liquidité. Le cas échéant, COGELEC met en œuvre des moyens simples et proportionnés à sa taille pour minimiser les effets potentiellement défavorables de ces risques sur la performance financière. La politique de COGELEC est de ne pas souscrire d'instruments financiers à des fins de spéculation.

- *Risque de crédit*

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif, celui-ci est principalement concentré sur les créances clients. La valeur nette comptable des créances constatées reflète la juste valeur des flux nets à recevoir estimés par la Direction, en fonction des informations à la date de clôture.

En ce qui concerne les créances clients, la Société évalue régulièrement, en interne, le risque de crédit client et la situation financière de ses clients. Il est précisé que le poste clients se compose d'un très grand nombre de factures de petits montants répartis sur de nombreux tiers différents. Cette configuration tend à limiter le risque en question.

- *Risque de liquidité*

La trésorerie et équivalents de trésorerie du Groupe s'élèvent à 23 438 K€ au 31 décembre 2022.

La trésorerie disponible est placée essentiellement sur (i) des comptes bancaires et (ii) des comptes de placements à court terme (comptes à terme) très liquides et facilement convertibles à une échéance inférieure à 3 mois en un montant connu de trésorerie et dont la valeur est très faiblement exposée à des risques de variation.

La Société n'est pas exposée à un risque de liquidité résultant de la mise en œuvre éventuelle de clauses de remboursement anticipé d'emprunts bancaires.

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir sur un horizon de temps de 12 mois.

Un risque significatif en matière de liquidités serait que les clients concernés demandent en même temps la résiliation de leurs contrats d'abonnements prépayés et exigent le remboursement des sommes perçues d'avance par la Société (PCA). La probabilité d'occurrence de ce risque est cependant jugée faible par la Société.

- *Risque de change*

La stratégie du Groupe est de favoriser l'euro comme devise dans le cadre de la signature de ses contrats.

Le Groupe est exposé aux risques de change dans le cadre de ses achats de composants aux États-Unis et en Asie (achats effectués en dollars). Ces achats en devises s'élevaient à 7,1 M\$ en 2022 contre 8,0 M\$ en 2021.

Le Groupe gère avec ses partenaires bancaires son exposition au risque de change principalement le dollar américain (USD) en procédant à des opérations d'achats à terme.

- *Risque de taux d'intérêt*

Au 31 décembre 2022, les dettes financières de la Société ne sont pas soumises au risque de volatilité de taux d'intérêt dans la mesure où la Société est endettée à taux fixes.

- *Risque de marché*

Les risques financiers de marché (risques sur actions propres) sont suivis par un prestataire externe. Pour le détail des opérations de l'exercice, voir note 3.6.7.9.

3.6.3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE 2022

Concernant la guerre en Ukraine déclarée fin février 2022, le groupe n'exerce pas d'activité dans les pays concernés et n'est pas directement impacté à ce jour sans qu'il soit possible de chiffrer avec précision les incidences potentielles du fait de l'imprévisibilité de l'évolution de cette crise.

Le Groupe reste cependant attentif à la situation et aux conséquences éventuelles sur ses activités en France et en Europe.

Le 1er février 2023, COGELEC a annoncé un accord de collaboration avec KONE pour développer le déploiement d'une nouvelle offre de services connectés associant leurs deux technologies intelligentes, et notamment de nouvelles solutions connectées dans les résidences. Dans le cadre de cette nouvelle collaboration, COGELEC sous sa marque Intratone et KONE, leader mondial de la mobilité dans les villes, vont déployer une offre commune à destination de l'habitat collectif qui propose quatre fonctionnalités spécifiques à savoir la connectivité entre la porte du hall d'entrée et l'ascenseur, la connectivité entre l'interphone du résident et l'ascenseur, la connectivité entre le résident et l'ascenseur via un smartphone et la connectivité entre le résident et l'ascenseur en cas de panne.

3.6.4 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros sauf indication contraire. Des arrondis sont faits pour le calcul de certaines données financières et autres informations contenues dans ces comptes. En conséquence, les chiffres indiqués sous forme de totaux dans certains tableaux peuvent ne pas être la somme exacte des chiffres qui les précèdent.

3.6.4.1 Déclaration de conformité

La Société a établi ses comptes, arrêtés par le conseil d'administration le 25 avril 2023, conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Boards (IASB) et adoptées par l'Union Européenne à la date d'établissement des états financiers, et présentés avec en comparatif, l'exercice 2021 établi selon le même référentiel.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm), comprend les normes comptables internationales (IAS – International Accounting Standards et IFRS – International Financial Reporting Standards), les interprétations du comité

permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (IFRIC - International Financial Interpretations Committee).

Les principes généraux, les méthodes comptables et options retenus par le Groupe sont décrits ci-après.

3.6.4.2 Principe de préparation des états financiers

Les comptes IFRS du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux dispositions édictées par les normes IFRS : les avantages du personnel évalués selon la méthode des unités de crédits projetés, les emprunts et dettes financières évalués selon la méthode du coût amorti (voir note 3.6.11.3).

3.6.4.3 Continuité d'exploitation

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu par le Conseil d'administration.

3.6.4.4 Méthodes comptables

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes IFRS annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2021, à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne, d'application obligatoire pour le Groupe au 1er janvier 2022.

Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1er janvier 2022

- . Amendements à IAS 16 – Produit antérieur à l'utilisation prévue
- . Amendements à IAS 37 – Contrats déficitaires - Coûts d'exécution des contrats
- . Amendements à IFRS 3 – Référence au cadre conceptuel
- . Améliorations annuelles (cycle 2018-2020) - Améliorations annuelles des normes IFRS cycle 2018-2020 (Normes concernées : IFRS 1, IFRS 9, IFRS 16 et IAS 41)

Ces amendements de normes n'ont pas d'impact sur les états financiers du Groupe.

Normes, amendements de normes et interprétations publiés mais non appliqués de manière anticipée par le Groupe :

- . Amendements à IAS 1 et à l'énoncé de pratiques en IFRS 2 – Informations à fournir sur les méthodes comptables
- . Amendements à IAS 8 – Définition d'une estimation comptable
- . Amendements à IAS 12 – Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction
- . IFRS 17 – Contrats d'assurance
- . Amendements à IFRS 17 – Modification d'IFRS 17
- . Amendements à IFRS 17 – 1ère application d'IFRS 17 et d'IFRS 9 – Informations comparatives

Ces amendements de normes n'ont pas d'impact sur les états financiers du Groupe.

3.6.4.5 Méthode de consolidation

Le Groupe applique les normes IFRS 10, « États financiers consolidés », IFRS 11, « Partenariats » et IFRS 12, « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ».

La norme IFRS 10, qui traite de la comptabilisation des états financiers consolidés, présente un modèle unique de consolidation qui identifie le contrôle comme étant le critère à remplir pour consolider une entité. Un investisseur exerce le contrôle sur une entité détenue, s'il détient le pouvoir sur cette entité, s'il est exposé aux rendements variables de l'entité, ou s'il a des droits sur ces rendements variables en raison de son implication dans cette entité, et s'il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur le montant de ces rendements.

Les filiales sont les entités sur lesquelles le Groupe exerce le contrôle.

3.6.4.6 Utilisation de jugements et d'estimations affectant les actifs et les passifs

La Direction de la société revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances. Celles-ci constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments de produits et de charges et d'actif et de passif. Ces estimations ont une incidence sur les montants de produits et de charges et sur les valeurs d'actifs et de passifs. Il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement être différents des estimations retenues.

Les principaux éléments qui requièrent des estimations établies à la date de clôture sur la base d'hypothèses d'évolution future et pour lesquels il existe un risque significatif de modification matérielle de leur valeur telle qu'enregistrée au bilan à la date de clôture concernent :

- L'évaluation des immobilisations incorporelles liées aux développements (se référer aux notes 3.6.6.1 et 3.6.7.1)
- L'évaluation des stocks (se référer aux notes 3.6.4.11 et 3.6.7.6)
- L'évaluation des provisions pour engagement de retraites (se référer aux notes 3.6.4.15 et 3.6.7.12)
- Les provisions pour charges (se référer aux notes 3.6.4.16 et 3.6.7.13)
- Le crédit impôt recherche (se référer à la note 3.6.4.19).
- L'évaluation des actifs non courants (se référer aux notes 3.6.4.10 et 3.6.7.4)

3.6.4.7 Ventilation des actifs et des passifs en courant/non courant

Conformément à la norme IAS 1, la Société présente ses actifs et passifs en distinguant les éléments courants et non courants :

- Les actifs et passifs constitutifs du besoin en fonds de roulement entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité concernée sont classés en courant.
- Les actifs immobilisés sont classés en non courant, à l'exception des actifs financiers qui sont ventilés en courant et non courant.
- Les provisions au passif entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité concernée et la part à moins d'un an des autres provisions sont classées en courant. Les provisions ne répondant pas à ces critères sont classées en passifs non courants.

- Les dettes financières qui doivent être réglées dans les 12 mois après la date de clôture de l'exercice sont classées en courant. Inversement la part des dettes financières dont l'échéance est supérieure à 12 mois est classée en passif non courant.
- Les impôts différés sont présentés en totalité en actifs et passifs non courants.

3.6.4.8 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées de frais de développement et d'immobilisations en cours. Les immobilisations en cours sont constituées de dépenses réalisées pour des projets non encore activés.

Les frais de développement sont essentiellement des frais engagés pour développer des produits qui donnent lieu à un ou plusieurs brevets.

Les frais de développement sont ainsi immobilisés dans la mesure où les six critères définis par la norme IAS 38 sont respectés :

- Faisabilité technique en vue de la mise en service ou de la vente,
- Intention de l'achever et de l'utiliser ou de le vendre,
- Capacité à l'utiliser ou le vendre,
- Avantages économiques probables,
- Disponibilité des ressources pour achever le développement et utiliser ou vendre,
- Capacité à évaluer de manière fiable les dépenses liées aux différents projets.

Les frais de développement activés sont des frais directement affectables à un projet, tels qu'ils résultent du suivi des coûts par projet. La quote-part du crédit d'impôt recherche lié aux projets activés est retraitée en produits constatés d'avance.

La mise en œuvre de la norme IAS 23 Intérêts d'emprunts n'a pas conduit à inclure d'intérêts dans les coûts de développement.

La société analyse régulièrement le respect des critères d'activation. Ces frais sont maintenus à l'actif, tant que la société conserve l'essentiel des avantages et des risques liés aux projets, et notamment lorsque la société conserve la propriété intellectuelle et a accordé un droit temporaire d'utilisation et/ou d'exploitation des résultats des phases de développement.

Les projets de développement en cours font l'objet de tests de dépréciation selon les modalités définies à la note 3.6.6.1.

Les frais activés sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation attendue par la société, sur une durée de cinq ans, à compter du lancement de leur commercialisation.

Les immobilisations incorporelles sont aussi constituées de coûts d'obtention du contrat. Conformément à la norme IFRS 15, ces coûts liés à des contrats comprenant des prestations sur plusieurs exercices, sont capitalisés et amortis sur la durée de chaque contrat.

Enfin, les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels et licences, amortis sur une durée comprise entre 1 et 5 ans. Les droits d'utilisation sont amortis sur la durée du contrat de location soit une durée allant de 2 à 5 ans.

3.6.4.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles correspondent principalement aux terrains et constructions, aux installations et agencements générales, à des matériels et outillages, aux matériels de transport, de bureau et d'informatique, et au mobilier. Conformément à la norme IAS 16, elles sont évaluées au coût et amorties sur leur durée d'utilité estimée à l'acquisition et revue chaque année.

Des composants ont été identifiés pour l'ensemble immobilier. Chaque composant a été amorti sur une durée d'utilisation appropriée :

- Gros œuvre : 35 ans
- Bardage : 20 ans
- Installations générales : 15 ans
- Agencements : 10 ans

Pour les autres immobilisations corporelles, les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Installations générales et aménagements : 2 à 10 ans
- Matériels et outillages : 1 à 10 ans
- Matériels de transport : 2 à 5 ans
- Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- Matériel informatique : 2 à 5 ans
- Mobilier : 3 à 10 ans

Concernant les droits d'utilisation, ils sont amortis sur la durée du contrat de location soit une durée allant de 2 à 9 ans.

Les plans d'amortissements et les valeurs résiduelles, si elles existent, sont revus chaque année.

3.6.4.10 Suivi de la valeur des actifs non courants (hors actifs financiers)

La revue de l'évaluation des actifs non courants (actifs incorporels et actifs corporels) est effectuée chaque année, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances, internes ou externes, indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue.

La valeur recouvrable d'un actif est le montant le plus élevé entre la juste valeur et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité des actifs auxquels il est possible de rattacher des flux de trésorerie indépendants est déterminée selon les principes suivants :

- Les flux de trésorerie sont issus de résultats prévisionnels à 5 ans élaborés par la direction du groupe, associés à la détermination d'une valeur terminale (actualisation des flux de trésorerie à l'infini).
- Le taux d'actualisation est déterminé sur la base d'un coût moyen pondéré du capital.

Afin de déterminer la valeur d'usage, les actifs incorporels et corporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie (U.G.T.) à laquelle ils appartiennent. La valeur recouvrable de l'U.G.T. est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés (D.C.F.) selon les mêmes principes que ceux détaillés ci-dessus.

La valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à la valeur contributive au bilan consolidé de ses actifs immobilisés.

Les pertes de valeur sont constatées lorsqu'il apparaît que la valeur comptable d'un actif est notablement supérieure à sa valeur recouvrable.

3.6.4.11 Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales, sous déduction des frais de commercialisation.

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks. Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

3.6.4.12 Créances clients et autres créances

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale sous déduction des dépréciations, le cas échéant. Le montant de la dépréciation est comptabilisé au compte de résultat. Elle est constituée dès lors qu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer tout ou partie de sa créance.

La Direction procède régulièrement à la revue et à l'évaluation de la valeur recouvrable des créances clients. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation ou une perte sur créance irrécouvrable est comptabilisée en résultat net. Cette évaluation du risque-crédit repose sur l'expérience passée en matière de recouvrement de créances et de défauts de paiement, le niveau d'antériorité des créances dont l'échéance est dépassée, ainsi que sur les conditions de paiements octroyées.

Les créances comprennent des créances liées à des contrats de location de matériels aux clients.

Les créances disposent d'une nature commerciale et à ce titre, le groupe a opté pour les mesures de simplifications applicables au calcul de la provision pour pertes attendues et préconisées par la norme IFRS 9.

L'ensemble des créances à plus d'un an sont présentées en autres actifs non courants.

3.6.4.13 Les actifs et passifs financiers

Les actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des prêts, des parts bancaires et des dépôts et cautionnements.

Le Groupe applique les normes IAS 32, IFRS 9 et IFRS 7. La norme IFRS 9 définit deux catégories d'actifs financiers :

- les actifs financiers en juste valeur dont les variations sont comptabilisées soit au compte de résultat s'ils sont détenus à court terme, soit en capitaux propres s'ils correspondent à un investissement à long terme,
- les actifs financiers comptabilisés au coût amorti tels que les prêts et créances.

En tout état de cause, la société COGELEC évalue au coût les actifs financiers déduction faite de toute perte de valeur éventuelle.

Les passifs financiers

Tous les emprunts ou dettes portant intérêts sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, moins les coûts de transaction directement attribuables. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les prêts et emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts sont classés en passifs courants, sauf lorsque le groupe dispose d'un droit inconditionnel de reporter le règlement de la dette au minimum 12 mois après la date de clôture, auquel cas ces emprunts sont classés en passifs non courants. La fraction à moins d'un an des emprunts et des dettes financières est présentée en passif courant.

3.6.4.14 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont constitués de comptes bancaires et de comptes de placements à court terme (comptes à terme) très liquides et facilement convertibles sur une durée inférieure à 3 mois en un montant connu de trésorerie et dont la valeur est très faiblement exposée à des risques de variation.

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte conformément à la norme IAS 7. La charge d'impôt est présentée globalement dans les flux opérationnels. Les intérêts financiers versés sont portés en flux de financement. Les dividendes versés sont classés en flux de financement.

3.6.4.15 Avantages du personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19. Les obligations de la société COGELEC en matière de pension, complément de retraite et indemnité de départ à la retraite, sont celles qui sont imposées par les textes légaux applicables en France. La couverture des obligations en matière de pension et complément de retraite est complètement assurée par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure ; l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Il s'agit notamment des régimes de retraites publics français.

Il n'y a pas d'avantage au personnel concernant les sociétés étrangères.

Avantages postérieurs à l'emploi

Les indemnités de départ à la retraite sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Ces indemnités relèvent du régime des prestations définies. De ce fait, la méthode utilisée pour évaluer le montant de l'engagement de la Société au regard des indemnités de fin de carrière est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées.

Elle représente la valeur actuelle probable des droits acquis, évalués en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de départ et de survie.

La formule de l'engagement passé peut se décomposer en quatre termes principaux de la manière suivante :

Les principales hypothèses retenues pour cette estimation sont les suivantes :

Hypothèses	31/12/2022	31/12/2021
Référence taux d'actualisation	Taux IBOXX corporate AA + 10 ans	
Taux d'actualisation	3,16%	0,87%
Table de mortalité	INSEE 2016-2018	INSEE 2014-2016
Progression des salaires	4% dégressif	4% dégressif
Taux de turn-over moyen	2,90%	3,00%
Age de départ à la retraite	65 ans	65 ans

Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Autres avantages postérieurs à l'emploi

Ces avantages reposent principalement sur le régime à cotisations définies (régime général).

Dans le cadre de ce régime, la Société n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Autres avantages à long terme

La Société a mis en place un plan d'épargne entreprise. Les avantages à court terme incluent notamment l'accord de participation suivant la formule légale qui est calculée sur la base du résultat fiscal. Les médailles du travail sont négligeables. Le cas échéant, les indemnités de rupture de contrat de travail sont provisionnées.

Il n'existe pas d'autres avantages à long terme accordés au sein du groupe.

3.6.4.16 Provisions et passifs éventuels

Conformément à la norme IAS 37, une provision est constituée dès lors qu'une obligation à l'égard d'un tiers provoquera de manière certaine ou probable une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente. La provision est maintenue tant que l'échéance et le montant de la sortie de ressources ne sont pas fixés avec précision. Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Un passif éventuel est fondé sur une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise. Un passif éventuel est aussi une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car d'une part, il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et d'autre part, le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Conformément à la norme IAS 37, la Société est amenée à constituer une provision pour « service après-vente » (SAV). Les coûts de SAV ont été provisionnés sur la base de la durée de garantie des produits, soit de 3 à 10 ans selon les produits. Les taux servant au calcul ont été déterminés sur la base des coûts observés sur les 7 dernières années et ont été rapportés au chiffre d'affaires de l'année de vente des produits concernés par les dépenses de SAV engagées. Les coûts engagés comprennent des coûts de main d'œuvre et des pièces détachées.

3.6.4.17 Impôts

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable à concurrence des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur base comptable dans les états financiers consolidés.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé. Les actifs d'impôt différés sont ré-appréciés à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur imposable permettra de les recouvrer.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués au taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la date de chaque clôture de manière définitive et dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé pour chaque réglementation fiscale. Les taux d'impôt retenus sont les suivants :

	31/12/2022	31/12/2021
Taux France	25,825 %	25,825 %
Taux Allemagne	31,225 %	31,225 %
Taux Royaume-Uni	19,000 %	19,000 %
Taux Pays-Bas	15,000 %	15,000 %

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur, qui permettra d'imputer les différences temporelles, est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale et un même taux.

Ils sont présentés de manière compensée au bilan du Groupe et justifiés au moyen d'une preuve d'impôt (voir 3.6.10.1).

Dans le compte de résultat, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) est incluse dans la ligne Charges d'impôt.

3.6.4.18 Reconnaissance des produits

Les produits des activités ordinaires sont constatés lorsque le Groupe s'acquitte d'une obligation de prestation en transférant un bien ou un service promis à un client. Un actif est transféré lorsque le client obtient le contrôle de l'actif.

Les produits des activités de la Société correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et services vendus dans le cadre habituel des activités de la Société. Ces produits figurent nets de taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises et déduction faites des ventes intragroupe.

Les prestations de maintenance portent sur des durées supérieures à 12 mois. Ces prestations font ainsi l'objet d'une comptabilisation à l'avancement, de façon linéaire dans le temps puisque les coûts sont engagés sur cette périodicité.

Les ventes de matériels engendrent une comptabilisation du produit à la date de livraison. Il est considéré que c'est à cette date que le client a accepté les caractéristiques du bien livré. Une créance est comptabilisée lorsque les biens sont livrés, c'est-à-dire au moment où la contrepartie est inconditionnelle, car seul l'écoulement du temps suffit à rendre le paiement de la contrepartie exigible.

Il existe 2 types de produits :

1/ Les ventes de matériels immédiatement constatées en résultat.

Pour cette typologie de contrats, chaque livraison est considérée comme une obligation de prestation distincte dont la comptabilisation est effectuée à la date de la livraison.

Les contrats dont il est fait objet sont :

- Les contrats de ventes de matériels aux distributeurs.
- Les ventes de matériels associées aux offres Prépayées. Ces matériels correspondent à la platine, la centrale de gestion et au module de transmission de données.
- Les revenus liés aux contrats de location financement dans le cadre des contrats « offres globales » (voir commentaires détaillés au point i) ci-après).

2/ Les contrats de prestations de services.

Le chiffre d'affaires des Services est représenté par 3 grandes familles :

Les offres Prépayées : l'ensemble du matériel accompagnant ces offres est vendu aux clients de COGELEC. Ces offres sont conclues soit dans le cadre de contrôle d'accès sans interphonie (offres dites prépayés data) soit dans le cadre d'un contrôle d'accès associé à de l'interphonie (offres prépayés voix). Ces offres sont facturées en une seule fois pour une durée de 10 ou 15 ans (parfois moins). Lorsque COGELEC vend des « kits prépayés », la société comptabilise séparément la vente de matériel à son prix de vente et la prestation de services qui s'y rattache.

Le chiffre d'affaires relatif à la part matériel est comptabilisé immédiatement en résultat, à la date de livraison.

La prestation de services comprend notamment les accès aux applications web de gestion développées par COGELEC, la maintenance de ces applications, la formation des gestionnaires...

Les prestations de services liées à ces offres sont comptabilisées à l'avancement de façon linéaire sur la durée du contrat, car les coûts sont stables d'un exercice à l'autre et ceci conformément à IFRS 15.

Les offres d'abonnement :

Ces offres comprennent :

Des offres globales d'abonnement : elles recouvrent la location des matériels (platines, etc.) et la prestation de services. Ces offres globales sont avec engagement à durée déterminée ou indéterminée. La prestation de services comprend notamment la mise à disposition d'un module de transmission, la maintenance du matériel loué, ainsi que les accès aux applications web de gestion développées par COGELEC, la maintenance de ces applications, la formation des gestionnaires...

Le matériel loué est traité comme un contrat de location financement conformément à IFRS 16 (les paiements actualisés couvrant la juste valeur du bien loué). Ainsi un produit est comptabilisé en chiffres d'affaires matériel à la date de livraison pour un montant correspondant à la valeur actualisée des paiements futurs.

Les prestations de services liées à ces offres sont comptabilisées à l'avancement de façon linéaire sur la durée du contrat, car les coûts sont stables d'un exercice à l'autre et ceci conformément à IFRS 15.

Des offres d'abonnement classique : Depuis 2017, ces offres sont sans engagement et à durée indéterminée (Offre dite Classique). Le chiffre d'affaires relatif à la part matériel (platines, ...) est comptabilisé immédiatement en résultat, à la date de livraison.

La prestation de services comprend notamment la mise à disposition d'un module transmission, la maintenance du matériel loué, ainsi que les accès aux applications web de gestion développées par COGELEC, la maintenance de ces applications, la formation des gestionnaires...

Les prestations de services liées à ces offres sont comptabilisées à l'avancement de façon linéaire sur la durée du contrat, conformément à IFRS 15.

Des offres d'abonnement mixtes (offre Jumbo) :

Ces offres sont conclues pour une durée indéterminée sans période d'engagement. Une partie du matériel est vendue au client (platines..). Le chiffre d'affaires relatif à cette part matériel est comptabilisé immédiatement en résultat, à la date de livraison. Une autre partie notamment le Tableau d'affichage est mis à disposition du client et demeure la propriété de COGELEC.

La prestation de services comprend notamment la mise à disposition d'un module de transmission, la maintenance du matériel loué, ainsi que les accès aux applications web de gestion développées par COGELEC, la maintenance de ces applications, la formation des gestionnaires...

Les prestations de services (incluant la mise à disposition du tableau d'affichage) liées à ces offres sont comptabilisées de façon linéaire sur la durée du contrat conformément à l'IFRS 15 en cohérence avec les coûts supportés.

L'ensemble de ces offres d'abonnement constitue un business récurrent pour COGELEC. Les obligations non remplies au titre des offres à durée déterminée ou indéterminée avec un engagement de durée sont présentées dans le tableau ci-après. Les obligations de prestations qui restent à remplir correspondent aux services que le Groupe est tenu de fournir aux clients pendant la durée ferme restante du contrat.

Les offres à durée illimitée sans engagement ou à engagement échu constituent une part significative du portefeuille potentiel de COGELEC mais par définition, ne figurent pas dans les obligations non remplies mentionnées ci-dessus.

Les **autres prestations** : elles comprennent des prestations de SAV par exemple, ou toutes autres prestations de services n'entrant pas dans le cadre des offres mentionnées ci-dessous.

Le chiffre d'affaires est explicité au point 3.6.8.1.

Les actifs sur contrats sont transférés en créances clients lorsque ce droit à paiement devient inconditionnel. Les passifs sur contrats sont relatifs aux paiements d'avance reçus des clients du Groupe, pour lesquels le chiffre d'affaires est comptabilisé lors de la réalisation de prestations de maintenance.

Les postes d'actifs et de passifs sur contrats sont expliqués aux points 3.6.7.4, 3.6.7.7 et 3.6.7.15.

Trois types de chiffres d'affaires seront constatés sur les prochains exercices :

- Les obligations non remplies au titre des offres à durée déterminée ou indéterminée avec un engagement de durée
- Le chiffre d'affaires déjà facturé et encaissé sur les contrats offres prépayées en portefeuille (actuellement en produits constatés d'avance)
- Le chiffre d'affaires à facturer et à encaisser en provenance des contrats sans engagement ou à engagement échu non résiliés à date.

Le tableau ci-dessous ne présente que le CA provenant des offres prépayées et des obligations non remplies des offres avec engagement :

Types de contrats	Précisions	Note	TOTAL	2023	2024	2025	2026	2027	Au-delà
Contrats Offres Globales	CA restant à facturer sur prestations de services	3.6.4.18	2 464	802	648	530	361	90	34
Contrats Offres Prépayées	Produits Constatés d'Avance	3.6.7.15	32 862	3 365	3 321	3 274	3 195	3 056	16 650
Total			35 325	4 167	3 969	3 803	3 556	3 146	16 684

Pour l'établissement de ce tableau, il est retenu la durée résiduelle des contrats avec engagement, soit :

- Premium : 5 et 10 ans.
- Prépayés : 15 ans.

La société engage des coûts pour l'obtention de contrats, sous forme de commissions. Les commissions liées à la vente de matériels sont comptabilisées immédiatement en charges et les commissions liées aux prestations de service sont classées en actifs incorporels.

	31/12/2022	31/12/2021
Valeurs brutes	786	739
Amortissements	494	401
Valeurs nettes	292	339

Les commissions sont amorties sur une durée de 5 ou 10 ans, en conformité avec la durée des contrats auxquels elles se rapportent. Il n'y a pas lieu de déprécier ces actifs.

3.6.4.19 Subventions

Les subventions publiques sont des aides publiques prenant la forme de transferts de ressources à une entité, en échange du fait que celle-ci s'est conformée ou se conformera à certaines conditions liées à ses activités opérationnelles. Selon la norme IAS 20, les subventions liées à des actifs sont des subventions publiques dont la condition principale est qu'une entité répondant aux conditions d'obtention doit acheter, construire ou acquérir par tout autre moyen des actifs à long terme.

Les subventions publiques sont comptabilisées en résultat sur une base systématique pour les périodes au titre desquelles l'entité comptabilise en charges les coûts que les subventions sont censées compenser. Ainsi, les subventions liées à des actifs, sont présentées au bilan en produits différés et amorti sur la même durée que l'immobilisation subventionnée.

La société bénéficie également de crédit impôt recherche et de crédit d'impôt à l'innovation . Ces sommes sont constatées en subvention dans le résultat au même rythme que les amortissements des frais de développement liés à chaque projet.

Ces subventions sont enregistrées en produits différés.

3.6.4.20 Contrats de location

Selon la norme IFRS 16, est considéré comme un contrat de location, tout contrat, donnant le droit d'utiliser un actif identifié pour une période de temps donnée en échange d'un paiement périodique.

Preneur

Pour le preneur, la norme IFRS 16 ne fait plus de distinction entre les contrats de location financement et les contrats de locations simples. Les contrats de location sont désormais reconnus à l'actif par la constatation d'un droit d'utilisation et au passif par une dette correspondant à la valeur actualisée des paiements futurs. Chaque paiement au titre des contrats est ventilé entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû. Le taux d'actualisation retenu correspond au taux de financement que les banques accorderaient pour chacun des contrats.

Les droits d'utilisation des immobilisations incorporelles & corporelles sont amortis sur la durée du contrat de location.

Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un contrat de location financement sont amorties sur la durée d'utilité de l'actif.

Les coûts d'entrée et les durées d'amortissement sont explicités aux points 3.6.4.8 et 3.6.4.9.

Comme l'autorisent les textes, par mesure de simplification, le Groupe a fait le choix de ne pas retraiter les contrats qui ont une durée inférieure à 12 mois, ainsi que ceux qui ont une valeur inférieure à 5 000 €.

Bailleur

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont présentés comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

La comptabilisation de produits financiers s'effectue sur la base d'un taux de rentabilité périodique constant sur l'en-cours d'investissement net du bailleur dans le contrat de location-financement.

3.6.4.21 Endettement financier net

Les dettes financières long terme comportent d'une part les emprunts contractés auprès des établissements de crédit et d'autre part les emprunts comptabilisés en contrepartie de la reconnaissance à l'actif d'un droit d'utilisation dans le cadre de contrats de location. Ces dettes long terme sont classées en passifs non courants pour leur part à plus d'un an et sont valorisées au coût amorti à la clôture selon la méthode du taux d'intérêt effectif, avec un amortissement des frais d'émission, lorsque ces frais sont significatifs. Toutes ces dettes sont à taux fixe à la date de clôture.

Les dettes financières court terme comprennent la part à court terme des emprunts à long terme ainsi que les concours bancaires et autres dettes bancaires à court terme.

L'endettement financier net est composé des emprunts définis ci-dessus diminués des disponibilités et équivalents de trésorerie.

Le coût de l'endettement financier net regroupe les intérêts sur emprunts et autres dettes financières compensés par les revenus sur comptes à terme.

3.6.4.22 Conversion des opérations en devise

Les éléments inclus dans les états financiers sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce son activité (« Monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en Euro qui est la monnaie de présentation de la société COGELEC.

Selon IAS 21, les éléments monétaires des entités consolidées en monnaies étrangères sont convertis en utilisant le cours de clôture. Les éléments non monétaires sont évalués au coût historique en utilisant le cours de change en vigueur à la date à laquelle la transaction a été comptabilisée initialement. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de conversion résultant de ce traitement sont comptabilisés en résultat sauf ceux relatifs aux éléments non monétaires, qui sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

3.6.4.23 Informations sectorielles

Le principal décideur opérationnel ne suit la performance qu'au niveau de l'ensemble du groupe ; l'application de la norme IFRS 8 a conduit la société à ne présenter qu'un seul secteur opérationnel.

3.6.4.24 Capitaux propres

Les capitaux propres sont composés du capital social de la société mère, d'une prime d'émission, de réserves et du résultat. Les réserves et le résultat consolidés correspondent à la part revenant à la société dans les résultats consolidés accumulés nets des distributions de dividendes.

Les actions propres détenues sont imputées en déduction des capitaux propres consolidés ; aucun charge ou produit résultant de l'annulation n'affecte le compte de résultat.

Les intérêts minoritaires sont définis comme la part du résultat ou des actifs nets d'une filiale qui n'est pas détenue soit directement par la société COGELEC, soit indirectement par l'intermédiaire d'une autre filiale contrôlée par COGELEC.

3.6.4.25 Présentation du compte de résultat

Le Groupe présente son compte de résultat par nature.

Coûts d'achats et sous-traitance

Le coût d'achats et sous-traitance est essentiellement constitué :

- des achats de composants, et autres produits nécessaires à la production des biens vendus ;
- de prestation des services des tiers pour la fabrication, l'assemblage et les tests des biens vendus ;
- des droits de douane, coûts de transports et autres taxes directement attribuables à ces achats ;

Marge brute

La marge brute est un indicateur défini par COGELEC comme le chiffre d'affaires augmenté des autres produits de l'activité, diminué des achats consommés, et corrigé de la production stockée.

L'indicateur est présenté à la note 3.6.10.5.

EBITDA

L'EBITDA (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation & Amortisation) est un indicateur défini par COGELEC comme le résultat opérationnel avant dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs nettes des reprises.

L'indicateur est présenté à la note 3.6.10.5.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents (résultat opérationnel courant) ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles (résultat opérationnel non courant).

L'indicateur est présenté à la note 3.2.

Coût de l'endettement financier net

L'ensemble des charges et produits résultant de l'endettement financier net de la période (cf note 3.6.8.7), représente le coût du financement global de l'entreprise, hors coût de fonds propres.

3.6.4.26 Modalités de calcul du résultat net par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net par action dilué est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation en cours de l'exercice ajusté de l'impact de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires. La société ne dispose pas d'instruments dilutifs.

Au cours des exercices 2022 et 2021, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires est de :

	Nombre d'actions ordinaires	Actions propres	Nombre d'actions ordinaires hors actions propres
Au 31/12/2022	8 898 048	401 451	8 496 597
Au 31/12/2021	8 898 048	406 637	8 491 411

3.6.5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sauf mention expresse, les pourcentages des droits de votes sont identiques à la part détenue dans le capital.

Périmètre 2022

Entités	Méthodes de consolidation	% d'intérêts	% de contrôle	Siège social	Pays
COGELEC	IG	100,00 %	100,00 %	MORTAGNE SUR SEVRE	France
INTRATONE GMBH	IG	100,00 %	100,00 %	DÜSSELDORF	Allemagne
INTRATONE UK	IG	100,00 %	100,00 %	LONDRES	Royaume-Uni
INTRATONE BV	IG	100,00 %	100,00 %	AMSTERDAM	Pays-Bas

Périmètre 2021

Entités	Méthodes de consolidation	% d'intérêts	% de contrôle	Siège social	Pays
COGELEC	IG	100,00 %	100,00 %	MORTAGNE SUR SEVRE	France
INTRATONE GMBH	IG	100,00 %	100,00 %	DÜSSELDORF	Allemagne
INTRATONE UK	IG	100,00 %	100,00 %	LONDRES	Royaume-Uni
INTRATONE BV	IG	100,00 %	100,00 %	AMSTERDAM	Pays-Bas

3.6.6 DEPRECIATION DES ACTIFS

3.6.6.1 Dépréciation des actifs non financiers

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés corporels et incorporels à durée de vie définie dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable correspondant au montant le plus élevé entre leur valeur de marché diminuée des coûts de cession et leur valeur d'utilité estimée selon la méthode des DCF (actualisation des flux de trésorerie).

L'actualisation des flux est réalisée sur une durée limitée à 5 ans et le taux d'actualisation retenu correspond au coût moyen pondéré du capital de l'entité concernée.

Le coût moyen pondéré du capital retenu pour 2022 est de 13.15%.

Les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service sont soumises à un test de dépréciation au moins une fois par année et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut s'être déprécié.

Pour les immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée d'utilisation est indéterminée, les tests de dépréciation sont réalisés au moins une fois par an à date fixe et entre deux dates s'il existe un indice de perte de valeur.

Les tests de dépréciation, effectués selon la méthodologie décrite ci-dessus, ont conduit le Groupe à déprécier 122 K€ d'actifs incorporels et 82 K€ d'actifs corporels, avec un impact positif de 33 K€ sur le résultat de l'exercice pour les actifs incorporels et un impact négatif de 61 K€ pour les actifs corporels. Ces dépréciations concernent le projet Bouton de sortie pour Personne à Mobilité Réduite. La dépréciation est reprise au fur et à mesure de l'amortissement des frais de développement inscrits à l'actif. La dépréciation complémentaire sur les actifs corporels correspond à la prise en compte de matériels non significatifs, en lien avec ce projet, qui avaient été omis lors du précédent exercice.

3.6.6.2 Dépréciation des actifs financiers

Le Groupe évalue à chaque clôture s'il existe un indicateur objectif de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers

3.6.7 BILAN

3.6.7.1 Immobilisations incorporelles

Variation des immobilisations incorporelles brutes (en K€)

Valeurs brutes	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	TOTAL
Au 31 décembre 2020	15 905	1 780	1 479	19 165
Acquisitions	447	206	1 421	2 074
Cessions	-1 687	-20	-24	-1 731
Virement de poste à poste	382	-48	-334	
Variation de périmètre				
Au 31 décembre 2021	15 046	1 919	2 542	19 507
Acquisitions	59	575	1 947	2 581
Cessions		-59	-243	-302
Virement de poste à poste	898	18	-915	
Variation de périmètre				
Au 31 décembre 2022	16 003	2 452	3 331	21 786

Variation des amortissements des immobilisations incorporelles (en K€)

Amortissements	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	TOTAL
Au 31 décembre 2020	10 523	992		11 516
Dotations	1 571	290		1 861
Reprises	-732	-20		-752
Dépréciations	26			26
Virement de poste à poste	37	-37		
Variation de périmètre				
Au 31 décembre 2021	11 425	1 225		12 650
Dotations	1 484	398		1 882
Reprises		-20		-20
Dépréciations	-33			-33
Virement de poste à poste				
Variation de périmètre				
Au 31 décembre 2022	12 875	1 603		14 479

Variation des immobilisations incorporelles nettes (en K€)

Valeurs nettes	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	TOTAL
Au 31 décembre 2020	5 382	788	1 479	7 649
Au 31 décembre 2021	3 622	694	2 542	6 857
Au 31 décembre 2022	3 128	849	3 331	7 307

Les durées d'utilité retenues pour amortir les immobilisations incorporelles identifiables sont les suivantes :

- Logiciels 1 à 3 ans
- Frais de recherche et développement 5 ans

Pour rappel, suite aux difficultés techniques rencontrées au cours de l'exercice 2021 sur la version 1 du projet Kibolt, le groupe avait mis au rebut 955 K€ de frais de développement.

Au cours de l'exercice 2022, le Groupe a mis en service quatre nouveaux projets pour une valeur de 0,9 M€. Par ailleurs, le Groupe a engagé et comptabilisé en immobilisations en cours 1,9 M€ de frais en lien avec le développement de nouveaux projets. Les immobilisations incorporelles en cours intègrent également le site web Kihome et le projet Sonnette + Carillon. La mise en service de ces différents projets est prévue dans les 2 ans à venir.

Au 31 décembre 2022, la Direction a réalisé des tests de valeur conformément à la norme IAS 36, qui l'ont conduit à reprendre une partie de la dépréciation qui avait été constatée sur ses immobilisations incorporelles issues de développement pour un montant de 33 K€, ce qui ramène la dépréciation à 122 K€. Le projet Bouton de sortie pour Personne à Mobilité Réduite avait été déprécié à 100% au 31 décembre 2021. La dépréciation est reprise au fur et à mesure de l'amortissement des frais de développement inscrits à l'actif.

Les flux sur les immobilisations incorporelles comptabilisées conformément à IFRS 16 sont les suivants :

Valeurs brutes	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Au 31 décembre 2020		219	219
Acquisitions		70	70
Cessions		-20	-20
Virement de poste à poste			
Variation de périmètre			
Au 31 décembre 2021		269	269
Acquisitions		486	486
Cessions		-59	-59
Virement de poste à poste			
Variation de périmètre			
Au 31 décembre 2022		696	696

Amortissements	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Au 31 décembre 2020		35	35
Dotations		82	82
Reprises		-20	-20
Virement de poste à poste			
Variation de périmètre			
Au 31 décembre 2021		97	97
Dotations		188	188
Reprises		-20	-20
Virement de poste à poste			
Variation de périmètre			
Au 31 décembre 2022		266	266

Valeurs nettes	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Au 31 décembre 2020		184	184
Au 31 décembre 2021		172	172
Au 31 décembre 2022		430	430

3.6.7.2 Immobilisations corporelles

Variation des immobilisations corporelles brutes (en K€)

Valeurs brutes	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
Au 31 décembre 2020	213	5 097	6 040	3 687	1 574	16 610
Acquisitions		1 179	407	579	2 999	5 163
Cessions			-1 243	-350	-5	-1 598
Virement de poste à poste			850	29	-923	-44
Variation de périmètre						
Au 31 décembre 2021	213	6 276	6 054	3 944	3 645	20 132
Acquisitions		663	571	1 702	828	3 763
Cessions		-29		-476		-505
Virement de poste à poste		3 613	138	45	-3 796	—
Variation de périmètre						
Au 31 décembre 2022	213	10 523	6 762	5 215	677	23 390

Variation des amortissements des immobilisations corporelles (en K€)

Amortissements	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
Au 31 décembre 2020		1 530	3 624	1 887		7 041
Dotations		527	941	828		2 297
Reprises			-685	-292		-978
Dépréciations			21			21
Virement de poste à poste				-44		-44
Variation de périmètre						
Au 31 décembre 2021		2 057	3 901	2 379		8 337
Dotations		778	870	838		2 486
Reprises		-29		-415		-444
Dépréciations			61			61
Virement de poste à poste						
Variation de périmètre						
Au 31 décembre 2022		2 807	4 832	2 803		10 441

Variation des immobilisations corporelles nettes (en K€)

Valeurs nettes	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
Au 31 décembre 2020	213	3 567	2 416	1 800	1 574	9 569
Au 31 décembre 2021	213	4 218	2 153	1 565	3 645	11 794
Au 31 décembre 2022	213	7 716	1 931	2 413	677	12 950

Au cours de l'exercice 2021, la Société a signé un nouveau bail commercial à Paris afin de créer un show-room, ce qui explique l'évolution du poste constructions par rapport à l'exercice 2021.

Par ailleurs, au 31 décembre 2021, la Société avait mis au rebut du matériel Kibolt V1 pour un montant de 542 K€.

Au cours de l'exercice 2022, COGELEC SA a mis en service l'extension de l'usine basée à Mortagne-sur-Sèvre, financée par un organisme de crédit-bail, pour un montant global de 3 613 K€. Les travaux apparaissent en immobilisations en cours pour 3 233 K€ au 31 décembre 2021.

En raison de la forte probabilité de ne pas résilier le bail commercial de Nantes à l'échéance des six ans comme projeté initialement, une nouvelle dette de 264 K€ a été constatée pour porter son échéance au 30 juin 2027, soit la date de fin de bail. Par ailleurs, le bail rattaché aux locaux loués en Allemagne arrivant à échéance le 30 avril 2023, le renouvellement a été signé au cours de l'exercice 2022, pour une durée de 5 ans et le Groupe a enregistré une nouvelle dette de 395 K€ pour tenir compte de ce nouvel engagement.

Enfin, en lien avec les tests de valeur réalisés par la Direction conformément à la norme IAS 36, les immobilisations corporelles se rapportant au projet Bouton de sortie pour Personne à Mobilité Réduite ont été dépréciées pour 82 K€ dont 61 K€ impactent le résultat de l'exercice.

Les flux sur les immobilisations corporelles comptabilisées conformément à IFRS 16 sont les suivants :

Valeurs brutes	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
Au 31 décembre 2020	213	5 097	25	1 621		6 956
Acquisitions		1 179		425	1 008	2 611
Cessions				-347		-347
Virement de poste à poste					2 225	2 225
Variation de périmètre						
Au 31 décembre 2021	213	6 276	25	1 698	3 233	11 444
Acquisitions		663		655	380	1 698
Cessions		-29		-473		-501
Virement de poste à poste		3 613			-3 613	—
Variation de périmètre						
Au 31 décembre 2022	213	10 523	25	1 880	—	12 640

Amortissements	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
Au 31 décembre 2020		1 530	25	720		2 275
Dotations		527		533		1 060
Reprises				-292		-292
Virement de poste à poste						
Variation de périmètre						
Au 31 décembre 2021		2 057	25	961		3 044
Dotations		778		523		1 301
Reprises		-29		-412		-441
Virement de poste à poste						
Variation de périmètre						
Au 31 décembre 2022		2 807	25	1 072		3 904

Valeurs nettes	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	TOTAL
Au 31 décembre 2020	213	3 567		901		4 681
Au 31 décembre 2021	213	4 218		737	3 233	8 400
Au 31 décembre 2022	213	7 716		808		8 736

3.6.7.3 Autres actifs financiers

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Autres titres immobilisés ⁽¹⁾	200	200
Prêts ⁽²⁾	2	38
Dépréciation des prêts ⁽²⁾		-38
Dépôts et cautionnements ⁽³⁾	409	350
TOTAL	611	550

(1) Parts sociales bancaires

(2) Prêt DIAMO pour 38 K€ en N-1. Le prêt a été soldé et la dépréciation reprise sur N.

(3) Les dépôts et cautionnements correspondent à des sommes versées sur emprunts BPI et des garanties sur loyers.

Les nouveaux dépôts correspondent au dépôt versé en garantie du nouvel emprunt BPI de 2.3 M€.

3.6.7.4 Autres actifs non courants

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Clients > 1 an	3 991	3 459
Dépréciation des clients	-8	-92
Charges constatées d'avance > 1 an	2 373	2 437
TOTAL	6 355	5 804

Détail des créances clients nettes de dépréciations

	31/12/2022	31/12/2021
Créances douteuses	10	110
Dépréciation des créances douteuses	-8	-92
Créances clients sur contrats de location	3 981	3 349
TOTAL	3 982	3 367

Les créances douteuses sont dépréciées à 100%.

La baisse du poste est expliquée par le solde du client douteux Diamo en créance irrécouvrable suite au prononcé de sa liquidation judiciaire, avec reprise de la dépréciation liée.

Charges constatées d'avance

Concernant les charges constatées d'avance, elles correspondent aux cartes SIM achetées dans le cadre des contrats d'offre globale (note 3.6.4.18). Ces achats sont étalés sur la durée de l'engagement, correspondant aux forfaits d'abonnement.

3.6.7.5 Impôts différés

	31/12/2022		31/12/2021	
	Base	Impôt	Base	Impôt
Décalages temporaires				
Activation déficits	1 310	273	793	170
C3S	71	18	62	16
Participation des salariés	840	217		
Amortissements fiscaux	-136	-26	-84	-16
Provision pour démantèlement	-29	-6	-29	-6
Pensions	8	1	5	1
Retraitements				
Ecart de change sur réciprocité au bilan				
Ajustement intercos			-2	-1
Echanges avancés non retournés	13	3	14	3
Crédits bails IFRS 16	-822	-212	-673	-174
Locations simples IFRS 16	64	17	73	17
Contrats de location	-3 208	-771	-2 506	-615
Cessions internes immo CG-IT	2	1	3	1
Marges internes stocks CG-IT UK	7	2	9	2
Marges internes cartes SIM	34	10	23	7
Cession interne matériel démo aux filiales	65	16	51	12
Provision garantie clients	130	34	109	28
Alignement méthodes amortissements	54	10	21	3
Commissions apporteurs d'affaires	97	25	113	29
Dépréciation actions propres				
Engagements retraite	372	96	690	178
TOTAL	-1 128	-291	-1 327	-343

La preuve d'impôt figure au point 3.6.10.1.

Les déficits non activés, depuis l'origine des filiales, sont les suivants :

Société	31/12/2022
IT BV	4 464
IT GMBH	14 813
IT UK	8 647
Total	27 924

Selon IAS 12, le tax planning au 31 décembre 2022 montre l'échéance des impôts différés passifs :

En milliers d'€	Part à moins d'1 an	Part à plus d'1 an et moins de 2 ans	Part à plus de 2 ans et moins de 3 ans	Part à plus de 3 ans et moins de 4 ans	Part à plus de 4 ans et moins de 5 ans	Part à plus de 5 ans	TOTAL
Déficits	44	15	11	8	3	193	273
C3S	18						18
Participation des salariés	217						217
Amortissements fiscaux	-26						-26
Provision pour démantèlement	-6						-6
Pensions	1						1
Échanges avancés non retournés	3						3
Crédits bails	46	51	58	66	40	-473	-212
Locations simples	3	2	3	3	4	0	17
Contrats de location	-259	-220	-176	-116	-39	39	-771
Cessions internes CG-IT	0	0	0	0			1
Marges internes stocks CG-IT UK	2						2
Marges internes cartes SIM	1	1	1	1	1	7	10
Cessions internes immo	5	5	4	2	1	0	16
Provision garantie clients	5	4	4	4	4	12	34
Alignement méthodes amortissements	-7	-6	-6	-7	-5	40	10
Commissions apporteurs d'affaires	8	7	5	3	1	1	25
Engagements retraite						96	96
TOTAL	57	-140	-96	-36	9	-86	-291

3.6.7.6 Stocks et en cours

Variation des stocks et en-cours nets

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Matières premières et autres approvisionnements	10 927	8 369
En-cours de production	4 094	4 290
Produits intermédiaires et finis	1 873	3 083
Provision pour dépréciation	-883	-450
TOTAL	16 011	15 293

Evolution des provisions pour dépréciation	31/12/2022	31/12/2021
Valeur à l'ouverture	450	726
Augmentation	507	140
Diminution	-75	-415
Valeur à la clôture	883	450

Les matières premières et autres approvisionnements sont constitués de composants.

Les en-cours sont constitués de sous-ensembles (cartes électroniques, ...) destinés à être incorporés dans du matériel vendu ou incorporé dans des contrats.

Les produits finis comprennent des matériels (platines, télécommandes, modules, ...) qui sont vendus séparément ou qui sont incorporés dans une offre globale de contrats (matériels et prestations de services).

L'augmentation des stocks de matières premières s'explique d'une part, par l'augmentation des composants pour faire face à une éventuelle pénurie et d'autre part, par l'anticipation d'une hausse tarifaire en lien avec la hausse de la main d'œuvre chez les sous-traitants.

3.6.7.7 Créances clients et autres créances courantes

Créances

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Créances clients brutes	14 992	11 916
Provision pour dépréciation	-15	-13
TOTAL	14 977	11 904

Détail des créances clients nettes de dépréciations :

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Créances clients ordinaires	13 053	10 283
Dépréciation des créances clients ordinaires	-15	-13
Créances clients sur contrats de location	1 939	1 634
TOTAL	14 977	11 904

La hausse des créances clients est liée à la hausse du chiffre d'affaires.

Autres actifs courants

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Prêts	17	2
Dépôts et cautionnements	50	5
Avances et acomptes versés	164	92
Créances sociales	25	66
Créances fiscales	2 210	1 533
Autres créances d'exploitation	393	510
Charges constatées d'avance	1 077	895
TOTAL	3 935	3 104

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale sous déduction des provisions calculées en fonction des possibilités effectives de recouvrement.

La hausse des créances fiscales est liée à la TVA déductible sur achats.

L'échéance des créances est présentée au tableau 3.6.11.2.

Les prêts sont détaillés comme suit :

Prêts	31/12/2022	31/12/2021
Prêts au personnel	17	2
TOTAL	17	2

Les autres créances sont détaillées comme suit :

Autres créances	31/12/2022	31/12/2021
Créance liée aux CIR et CII	315	379
Fournisseurs débiteurs et AAR	70	132
Débiteurs divers	8	
TOTAL	393	510

En actifs courants figurent les montants obtenus chaque année au titre des CIR et CII. Le montant de 2021 a été remboursé par l'État ; celui de 2022 reste à encaisser sur 2023.

Échéancier des créances clients

La ventilation des créances clients par échéance est la suivante :

A C T I F (en K€)	Valeur au bilan	Non échues	Echues		
			< 90j	>90j <6mois	> 6 mois
Créances clients (actifs non courants)	3 982	3 981			2
Créances clients (actifs courants)	14 977	10 833	3 746	158	256
TOTAL	18 959	14 813	3 746	158	257

3.6.7.8 Trésorerie et équivalents trésorerie

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Comptes à terme	17 353	6 950
Disponibilités	6 086	11 829
Total trésorerie de clôture	23 439	18 779
Découverts bancaires	-1	-15
Total trésorerie nette de clôture	23 438	18 763

La trésorerie intègre des disponibilités et comptes à terme. Ces derniers sont classés en équivalents de trésorerie lorsqu'ils répondent à la définition de la trésorerie donnée par IAS 7. En conséquence, les comptes à terme dont le risque est négligeable et dont l'échéance de liquidité est faible, qui sont souscrits par la société COGELEC, sont classés en équivalents de trésorerie. Les comptes à terme peuvent être résiliés à tout moment.

3.6.7.9 Capital

Évolution du capital

Au 31 décembre 2022,

le capital social de COGELEC est constitué de 8 898 048 actions, dont l'évolution au cours de l'exercice a été la suivante :

	01/01/2022	Augmentation	Réduction	31/12/2022
Nombre d'actions	8 898 048			8 898 048
dont actions ordinaires	3 550 963			3 550 963
dont actions à droit de vote double	5 347 085			5 347 085
Nominal en €	0,45			0,45
Capital en euros	4 004 122			4 004 122

Information sur le capital

Actionnariat de COGELEC

Détenteurs	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% du droit de vote
SAS H.R.C.	20	0,00%	40	0,00%
SAS S.R.C.	5 347 065	60,09%	10 694 130	77,25%
Public	3 149 512	35,40%	3 149 512	22,75%
SA COGELEC *	401 451	4,51%		
Total	8 898 048	100,00%	13 843 682	100,00%

*- Titres d'autocontrôle

Gestion du capital et distribution de dividendes

Aucune distribution de dividende n'a eu lieu sur l'exercice 2022.

Actions propres

La Société détient à la clôture 401 451 actions propres, acquises pour un montant de 2 368 K€ dans le cadre des deux programmes de rachat d'actions mis en œuvre par le Conseil d'administration respectivement le 24 octobre 2018 et le 16 novembre 2022. Les actions propres acquises sont déduites des capitaux propres consolidés. Aucun profit ni perte résultant de l'achat, la vente ou l'annulation des actions n'affecte le compte de résultat.

- Nombre d'actions propres détenues au 31/12/2022 : 401 451 actions
- Valeur des actions propres détenues au 31/12/2022 : 2 367 733 €
- Nombre d'actions propres acquises sur l'année 2022 : 42 875 actions
- Valeur des actions propres acquises sur l'année 2022 : 311 625 €
- Nombre d'actions propres cédées sur l'année 2022 : 48 061 actions
- Valeur des actions propres cédées sur l'année 2022 : 350 302 €

3.6.7.10 Passifs financiers

Emprunts et dettes financières non courants / courants

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts bancaires	14 621	14 200
Dettes sur crédits-bails	4 454	4 571
Dettes sur locations simples	2 193	1 836
Emprunts et dettes financières non courants	21 268	20 607
Emprunts bancaires	3 930	2 301
Emprunts OSEO	8	3
Intérêts courus non échus	1	15
Dettes sur crédits-bails	563	495
Dettes sur locations simples	1 146	1 020
Emprunts et dettes financières courants	5 649	3 834
TOTAL	26 918	24 441

Au cours de l'exercice 2022, la Société a souscrit deux emprunts bancaires pour un montant global de 2.3 M€ ainsi qu'un emprunt auprès de la BPI pour 2.3 M€ également.

En raison de la forte probabilité de ne pas résilier le bail commercial de Nantes à l'échéance des six ans comme projeté initialement, une nouvelle dette de 264 K€ a été constatée pour porter son échéance au 30 juin 2027, soit la date de fin de bail. Par ailleurs, le bail rattaché aux locaux loués en Allemagne arrivant à échéance le 30 avril 2023, le renouvellement a été signé au cours de l'exercice 2022, pour une durée de 5 ans et le Groupe a enregistré une nouvelle dette de 395 K€ pour tenir compte de ce nouvel engagement.

Flux des emprunts et dettes financières non courants / courants

Valeurs brutes	Emprunts bancaires	Emprunts Oseo	Intérêts courus non échus	Découverts bancaires	Dettes sur crédits-bails	Dettes sur locations simples	Dettes financières diverses	TOTAL
Au 31 décembre 2020	10 305	0	4	0	2 136	2 140	0	14 584
Nouveaux	9 000		3		3 233	1 674		13 909
Remboursements	-2 804		-4		-302	-987		-4 098
Variation de l'exercice				15				15
Ecart de change					0	29		29
Au 31 décembre 2021	16 501	0	3	15	5 066	2 856	0	24 441
Nouveaux	4 611		8		380	1 803		6 803
Remboursements	-2 560		-3		-429	-1 303		-4 295
Variation de l'exercice				-14				-14
Ecart de change						-17		-17
Au 31 décembre 2022	18 551	0	8	1	5 018	3 339	0	26 918

Durée des emprunts restant à courir au 31 décembre 2022

En milliers d'€	Part à moins d'1 an	Part à plus d'1 an et moins de 2 ans	Part à plus de 2 ans et moins de 3 ans	Part à plus de 3 ans et moins de 4 ans	Part à plus de 4 ans et moins de 5 ans	Part à plus de 5 ans	TOTAL
Au 31 décembre 2022							
Emprunts bancaires	3 930	4 679	4 000	3 301	1 552	1 090	18 551
Intérêts courus non échus	8						8
Découverts bancaires	1						1
Dettes sur crédit-bail	563	583	604	625	465	2 177	5 018
Dettes sur locations simples	1 146	888	578	405	286	36	3 339
Emprunts et dettes financières	5 649	6 149	5 182	4 331	2 304	3 303	26 918
Dettes fournisseurs	5 448						5 448
Dettes fiscales et sociales	5 850						5 850
Autres dettes	2 363						2 363
Produits constatés d'avance	3 932	3 642	3 445	3 317	3 153	16 708	34 197
Autres passifs	17 593	3 642	3 445	3 317	3 153	16 708	47 858
TOTAL	23 243	9 791	8 627	7 648	5 457	20 011	74 776

3.6.7.11 Analyse de l'endettement financier net

Évolution de l'endettement financier net

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Partie à long terme des dettes financières	21 268	20 607
Partie à court terme des dettes financières	5 648	3 818
Emprunts à moins d'un an et banques créditrices	1	15
Total dettes brutes	26 918	24 441
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 439	18 779
TOTAL ENDETTEMENT NET	3 479	5 662

Le détail des dettes brutes est présenté au point 3.6.7.10.

Financement du BFR

	31/12/2022		31/12/2021	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
Stocks	16 011		15 293	
Créances nettes clients	18 959		15 270	
Dettes nettes fournisseurs		5 448		5 412
Créances et dettes sociales & fiscales		5 299		2 064
Autres créances & dettes		32 554		27 332
BFR		8 331		4 245
Financement du BFR		8 331		4 245
Fonds de roulement	-15 107		-14 519	
Trésorerie	23 439		18 779	
Concours bancaires courants	-1		-15	

En 2021 et 2022, la Société dégage des ressources en fonds de roulement de l'ordre de, respectivement, 4.2 M€ et 8.3 M€ qui s'expliquent essentiellement par le poids des prépayés.

En 2022, avec un fonds de roulement de 15.1 M€, la trésorerie s'élève à 23.4 M€.

3.6.7.12 Provision pour engagement de retraite

Evolution de l'engagement

En milliers d'€	Engagements de retraite
Au 31 décembre 2020 après changement méthode	766
Dotations	8
Reprises	
Variation de périmètre	
Pertes et gains actuariels	-84
Au 31 décembre 2021	690
Au 31 décembre 2021	
Dotations	
Reprises	-110
Variation de périmètre	
Pertes et gains actuariels	-208
Au 31 décembre 2022	372

Les engagements de retraite ont fortement diminué, en lien avec la hausse du taux d'actualisation qui passe de 0.87% à 3.16%.

3.6.7.13 Autres provisions

En milliers d'€	Provision SAV	Provision pour impôts	Provisions pour litiges	TOTAL
Au 31 décembre 2020	589	13	335	937
Dotations	48	0	1 059	1 107
Reprises	-21	-13	-180	-214
Variation de périmètre	0	0	0	0
Au 31 décembre 2021	616	0	1 214	1 830
Dotations	116	0	0	116
Reprises	0	0	-262	-262
Variation de périmètre	0	0	0	0
Au 31 décembre 2022	732	0	952	1 684

Les provisions pour litiges concernent des litiges prud'homaux et commerciaux.

Fin décembre 2021, COGELEC a dû résilier le marché confié à un contractant général pour la construction de l'extension de ses locaux, COGELEC ayant constaté l'arrêt de l'intervention de ses sous-traitants sur son site. En effet, cet arrêt de chantier faisait suite au non-paiement par le contractant général des travaux réalisés par les sous-traitants sur le site de COGELEC et qui n'étaient pas terminés à fin 2021. Compte tenu du contexte juridique complexe et de l'issue incertaine de cette affaire, le Groupe a constitué une provision pour risques de 1 059 K€ à fin 2021 qui a été ajustée à 797 K€ à fin 2022. En contrepartie, une créance de 120 K€ a été intégralement dépréciée sur l'exercice, ramenant l'impact positif sur le résultat à 142 K€.

3.6.7.14 Actifs et Passifs éventuels

Aucun actif ou passif éventuel n'a été constaté par la Société.

3.6.7.15 Dettes fournisseurs et autres dettes

Ventilation par nature des dettes fournisseurs et autres dettes

Dettes fournisseurs

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Dettes fournisseurs	5 309	5 232
Dettes d'immobilisations	139	180
TOTAL	5 448	5 412

Autres passifs non courants

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Dettes sociales et fiscales		
Avances et acomptes reçus		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance ⁽¹⁾	30 265	26 007
TOTAL	30 265	26 007
⁽¹⁾ dont		
Passifs de contrats sur prépayés	29 490	24 972
Passifs de contrats sur abonnements	6	23
CIR et CII	754	987
Subventions d'investissement	15	25
	30 265	26 007

Pour le dénouement des PCA, voir note 3.6.11.2.

Autres passifs courants

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Dettes sociales et fiscales	5 850	3 468
Avances et acomptes reçus		
Autres dettes	2 363	1 964
Produits constatés d'avance	3 932	3 296
TOTAL	12 145	8 727
dont passifs de contrats sur prépayés	3 365	2 753
dont reprise passifs de contrats prépayés	3 332	2 850
dont nouveaux passifs de contrats prépayés	8 463	7 360

La progression des dettes sociales et fiscales est liée d'une part, à la participation des salariés constatée dans COGELEC SA pour un montant de 1 008 K€, forfait social compris, et d'autre part, à la hausse de la TVA.

La progression des autres dettes est quant à elle principalement justifiée par la hausse des BFA et dans une moindre mesure par des doubles règlements clients.

3.6.8 COMPTE DE RESULTAT

3.6.8.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend la vente des produits et des services. Il est évalué à la juste valeur de la contrepartie attendue, net de rabais, remises et ristournes éventuels et hors TVA et autres taxes.

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de matériels	43 122	37 830
Ventes de prestations de services	16 610	13 719
TOTAL	59 731	51 549

Les ventes de prestations de services intègrent 12 105 K€ de chiffres d'affaires abonnements dits « sans engagement ou avec engagement échu » en 2022 contre 9 191 K€ en 2021.

Sur l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires s'établit à 59.7 M€, en croissance de +15.9 % par rapport à 2021, toujours porté par le développement continu des ventes Intratone en France et par la dynamique commerciale en Europe. En France, l'activité enregistre une hausse de +15.1 % pour atteindre 52.0 M€. En Europe, cette hausse d'activité ressort à +21.6 % pour 7.7 M€. Le matériel a progressé de +14.0%.

Les abonnements continuent de croître à 16.6 M€ (+21.1 %) et représentent 27.8 % du chiffre d'affaires sur l'ensemble de l'année 2022. Le taux de résiliation reste quant à lui toujours très faible.

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
France	52 022	45 206
Export	7 709	6 342
TOTAL	59 731	51 549

Les ventes de matériels comprennent à la fois les ventes aux distributeurs (matériels seulement) et les composantes « ventes » de matériels (platines, etc.) des contrats d'offres globales de type Classique et Premium.

Ces ventes correspondent à des obligations de prestations comptabilisées à un moment précis correspondant à la date de livraison des matériels en question.

Les prestations de services comprennent de la maintenance et des services de gestion de sécurisation d'accès, lesquels incluent la mise à disposition d'une carte SIM, cela afin de donner accès aux services de gestion de contrôle d'accès (accès aux

applications web développées en interne et mises à disposition des gestionnaires, formation de ces gestionnaires, assistance téléphonique, maintenance de ces applications, etc.).

Ces prestations de services constituent des obligations de prestations pluriannuelles comptabilisées à l'avancement, suivant les coûts engagés conformément à l'IFRS 15. Compte tenu de la structure et du rythme d'engagement des dépenses supportées pour assurer les prestations (dépenses stables d'un exercice à l'autre), la méthode d'avancement retenue correspond au montant du prix de transaction proratisé sur la durée du contrat (revenus constatés de façon linéaire sur la durée du contrat). Par ailleurs, le prix de transaction n'étant soumis à aucune variabilité, le degré d'incertitude sur le montant du chiffre d'affaires total et donc sur l'avancement à la date de clôture, est nul.

3.6.8.2 Achats consommés

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Achats de matières premières	-19 698	-19 359
Variation de stocks de matières premières	2 810	2 852
Achats de carte SIM	-2 951	-2 411
Achats non stockés	-840	-782
Transports sur achats	-89	-110
Production immobilisée	623	526
Transferts de charges	-13	7
TOTAL	-20 158	-19 278

Les achats non stockés comprennent essentiellement les prototypes et petit outillage du bureau d'études ainsi que le carburant.

3.6.8.3 Charges de personnel et effectif

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Salaires	-12 041	-11 928
Variation provision pour congés payés	-105	-112
Primes & commissions	-2 289	-1 964
Indemnités & avantages divers	-635	-423
Charges sociales	-5 172	-5 044
Participation des salariés	-840	
Subventions et transferts de charges de personnel	323	336
Production immobilisée	1 477	1 075
TOTAL	-19 282	-18 060

Effectif du Groupe

	31/12/2022	31/12/2021
Cadres	93	81
Employés ⁽¹⁾	176	183
Ouvriers	35	36
Apprentis	8	6
TOTAL	313	306

L'effectif présenté est un effectif moyen calculé selon le code de la Sécurité Sociale et ne comprend pas le cas échéant les intérimaires.

(1) Les sociétés IT GmbH, IT UK et IT BV emploient au 31 décembre 2022 respectivement 31, 16 et 18 salariés (soit un effectif ETP moyen en 2022 respectivement de 26, 18 et 16 employés). Dans ces pays, il n'existe pas de catégories professionnelles comme présentées ci-dessus. Les salariés ont donc été intégrés aux employés pour un nombre de 60 au total.

3.6.8.4 Charges externes

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	-3 229	-2 564
Publicité	-2 221	-2 285
Personnel intérimaire et détaché	-1 360	-818
Déplacements, missions et réceptions	-1 250	-666
Transport sur ventes	-653	-640
Locations	-341	-325
Entretien et réparations	-576	-502
Autres postes	-1 380	-1 178
TOTAL	-11 010	-8 977

Les honoraires sont principalement constitués des prestations de direction technique et marketing HRC, des honoraires comptables, juridiques et de conseils (notamment pour l'étude de brevets, le calcul du CIR, les prestations informatiques, les recrutements), des commissions et courtages sur ventes et des honoraires liés aux marchés financiers. Les prestations H.R.C. s'élevaient à 855 K€ au 31 décembre 2022 contre 736 K€ au 31 décembre 2021 (voir note 3.6.10.2). Une partie de ces honoraires est compensée par de la production immobilisée pour 43 K€ au 31 décembre 2022 et 214 K€ au 31 décembre 2021. L'augmentation des honoraires est aussi liée au fait que le Groupe ait décidé de confier la comptabilité de ses filiales IT BV et IT GMBH à des cabinets comptables sur 2022 et à la hausse des commissions sur ventes et des prestations informatiques.

Les frais de publicité sont constitués des dépenses de foires & expositions, des insertions dans la presse et de communication/marketing.

Les frais d'intérimaires ont augmenté cette année avec le recours à du personnel détaché : un directeur des systèmes d'information, un manager de transition responsable comptable (mission de 6 mois), un consultant IT et un assistant développeur IT.

La hausse des frais de déplacements, missions et réceptions est principalement liée aux déplacements des commerciaux, et notamment à l'équipe Rozoh, ainsi qu'au développement de l'Intratour au cours duquel le nombre de villes visitées a doublé sur l'exercice.

Enfin, les autres postes ont augmenté en lien avec les honoraires de recrutements de commerciaux et développeurs.

3.6.8.5 Détail des autres produits et charges opérationnels courants

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Quote-part subvention d'investissement reprise au résultat (1)	526	579
Autres produits	83	13
Autres charges (2)	-137	-356
TOTAL	472	236
(1) dont		
Reprise de subvention CIR et CII	516	568
Reprise de subvention sur crédit-bail immobilier	11	11
	526	579

(2) Dont 82 K€ de créances irrécouvrables compensées par des reprises de dépréciations du même montant. Il y en avait 292 K€ sur l'exercice 2021.

3.6.8.6 Détail des autres produits et charges opérationnels

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Prix de vente des immobilisations cédées	100	69
VNC des éléments d'actifs cédés (1)	-378	-1 595
Reprises provisions exceptionnelles (2)	300	140
Dotations provisions exceptionnelles (3)	-120	-1 059
Autres produits et charges non courants (4)	-1 086	-2 459
TOTAL	-1 184	-4 904

(1) En 2021, dont mise au rebut projet Kibolt V1 et matériel lié pour 1 497 K€.

(2) En 2022, reprise provision litige concernant l'extension de l'usine pour 262 K€ et reprise dépréciation prêt DIAMO pour 38 K€ suite à la liquidation judiciaire de la société.

En 2021, reprise provision litige EOZ.

(3) En 2021, dotation provision litige concernant l'extension de l'usine.

(4) En 2022, impact Kibolt V1 pour 935 K€ et TVA étrangère perdue pour 150 K€.

En 2021, dont indemnité payée dans le cadre du litige EOZ pour 240 K€, TVA perdue/DDP UK pour 94 K€ et impact Kibolt pour 2 121 K€.

3.6.8.7 Cout de l'endettement net

Coût de l'endettement financier net

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Revenus comptes à terme	80	22
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	80	22
Intérêts des emprunts	-140	-90
Intérêts sur crédits-bails	-166	-124
Intérêts sur locations simples	-26	-10
Intérêts sur aide remboursable oseo innovation	0	0
Intérêts bancaires	0	-1
Intérêts des autres dettes	0	0
Coût de l'endettement financier brut	-332	-224
Coût de l'endettement financier net	-253	-203

Le coût de l'endettement financier net regroupe d'une part, les intérêts sur emprunts et autres dettes financières, et d'autre part, les revenus de placement.

Autres produits et charges financiers

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Gains de change	84	459
Revenus des créances commerciales	12	23
Revenus sur autres prêts	0	0
Autres produits financiers	3	1
Autres produits financiers	99	484
Pertes de change	-448	-68
Dépréciation prêts	0	0
Autres charges financières	-448	-68
TOTAL	-350	416

Les revenus des créances commerciales correspondent à la partie financement des loyers encaissés sur contrats de location.

3.6.9 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Les options suivantes ont été retenues :

- Les intérêts et les dividendes versés sont classés en flux de trésorerie de financement car ils sont le coût d'obtention de ressources financières ou des retours sur investissements ;
- Les incidences des augmentations de pourcentage d'intérêts et des cessions sont classées dans les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement.

L'évolution de la capacité d'autofinancement traduit l'évolution de l'activité du Groupe.

Le BFR lié à l'activité présente un dégagement sur les exercices 2021 et 2022 notamment en raison des facturations d'avance sur les prépayés, lesquels sont constatés en passif de contrat quand la facturation n'est pas acquise. La variation des passifs de contrat sur prépayés figure dans les postes :

- « autres passifs non courants » pour 4 518 K€ en 2022 et 4 036 K€ en 2021
- et « autres passifs courants » pour 3 945 K€ en 2022 et 3 324 K€ en 2021.

Les notes ci-dessous détaillent certains éléments du tableau des flux de trésorerie.

3.6.9.1			
Prix de cession	3.6.8.6	-100	-69
Prix de cession corrigé		-100	-69
Valeur nette comptable	3.6.8.6	381	1 599
Valeur nette comptable corrigée		381	1 599
Plus et moins-values de cessions		281	1 531

3.6.9.2			
Charge d'impôt exigible		1 926	566
Charge d'impôt différé		-105	177
Reclassement IS sur actions propres en capitaux propres		-1	5
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		1 820	747

3.6.9.3			
Créance/Dette d'impôt exigible à l'ouverture	3.6.10.1	147	66
Charge d'impôt exigible		-1 926	-566
Créance/Dette d'impôt exigible à la clôture	3.6.10.1	1 392	-147
Impôts versés		-387	-647

3.6.9.4			
Variation stocks	3.6.7.6	-718	-2 075
Impact des écarts de change		0	26
Variation stocks en BFR		-718	-2 049

3.6.9.5			
Variation créances clients	3.6.7.7	-3 073	-594
Impact des écarts de change		-23	20
Variation créances clients en BFR		-3 096	-573

3.6.9.6			
Variation autres actifs courants (hors prêts et cautions)	3.6.7.7	-771	-246
Impact des écarts de change		-8	12
Variation autres actifs courants en BFR		-779	-234

3.6.9.7			
Variation autres passifs non courants	3.6.7.15	4 258	3 864
Impact des écarts de change			
Variation autres passifs non courants en BFR		4 258	3 864

3.6.9.8			
Variation dettes fournisseurs	3.6.7.15	77	1 359
Impact des écarts de change		24	-20
- Impact des écarts de change sur réciprocity		-22	11
Variation dettes fournisseurs en BFR		79	1 350

3.6.9.9			
Reprises de subventions	3.6.8.5	526	579
Part des produits constatés d'avance repris au résultat	3.6.7.15	3 332	2 850
Variation des autres passifs courants	3.6.7.15	3 418	198
Impact des écarts de change		60	-38
Autres passifs courants		7 335	3 588

3.6.9.10			
Acquisitions d'immobilisations	3.6.7.1 et 3.6.7.2	-6 344	-7 237
- Nouveaux crédits-bails	3.6.7.10	2 184	2 682
Variation des dettes d'immobilisations	3.6.7.15	-41	-234
Acquisitions d'immobilisations		-4 201	-4 789

3.6.9.11			
Prix de cession	3.6.8.6	100	69
- Remboursements anticipés		-101	-56
Cessions d'immobilisations		-1	12

3.6.9.12			
Autres actifs financiers à l'ouverture		550	454
Autres actifs financiers à la clôture	3.6.7.3	-611	-550
Variation des actifs non courants		-61	-96
Neutralisation des dépréciations		38	
VNC sur dépôts de garantie et cautions		-38	
Variation des prêts et avances consenties sur actifs non courants		-61	-96
Autres actifs courants à l'ouverture (immobilisations financières)		7	4
Autres actifs courants à la clôture (immobilisations financières)	3.6.7.7	-67	-7
Variation des actifs courants		-60	-3
Neutralisation des dépréciations			
Variation des prêts et avances consenties sur actifs courants		-60	-3
Variation des prêts et avances consenties		-121	-99

3.6.9.13			
Nouveaux emprunts	3.6.7.10	6 803	13 909
- Nouveaux crédits-bails	3.6.7.10	-2 184	-2 682
Nouveaux emprunts		4 620	11 228

3.6.9.14			
Remboursements des emprunts	3.6.7.10	-4 295	-4 098
- Remboursements anticipés		101	56
Remboursements emprunts		-4 194	-4 041

3.6.10 AUTRES INFORMATIONS

3.6.10.1 Impôts Bilan Actif (en K€)

	31/12/2022	31/12/2021
ACTIF NON COURANT		
Impôt différé		
Créance d'impôt exigible		
ACTIF COURANT		
Créance d'impôt exigible ¹		147
TOTAL ACTIF	—	147

¹ Créance d'impôt issue des comptes sociaux hors CIR et CII

Bilan Passif (en K€)

	31/12/2022	31/12/2021
PASSIF NON COURANT		
Impôt différé	291	343
Dettes d'impôt exigible		
PASSIF COURANT		
Dettes d'impôt exigible ¹	1 392	
TOTAL PASSIF	1 683	343

¹ Dette d'impôt issue des comptes sociaux hors CIR et CII

Dettes d'impôt nette (en K€)

	Courant		Non courant	
	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021
Créance d'impôt exigible nette	—	147	—	—
Dettes d'impôt exigible nette	1 392	—	—	—

Analyse de la charge d'impôt (en K€)

	31/12/2022	31/12/2021
Résultat comptable avant impôt	1 743	-2 356
Charge d'impôt théorique	450	-608
Impact des charges définitivement non déductibles nettes des produits définitivement non imposables	90	69
Impact des crédits d'impôt	-137	-147
Impact des déficits de l'exercice non activés	1 520	1 455
Impact des différences de taux d'imposition	-25	14
Impact de la CVAE	159	131
Impact des écarts de change	-23	9
Charge d'impôt effective	2 035	923

La charge d'impôt du groupe en 2022 est de 2 035 K€ contre 923 K€ en 2021.

La norme IAS 12 préconise de retenir le dernier taux d'impôt voté pour le calcul des impôts différés. En France, le taux d'impôt retenu est donc de 25% majoré de la contribution de 3.3%. Les sociétés étrangères ne sont pas fiscalisées du fait de leurs pertes.

3.6.10.2 Parties liées

Les parties liées identifiées au 31 décembre 2022 et 31 décembre 2021 sont les suivantes :

- La société SAS H.R.C. dont le président est Roger LECLERC (lui-même Président Directeur Général de la SA COGELEC).
- La société SRC dont le président est la société Cogelec Développement
- Cogelec Développement dont le président est Mr Roger LECLERC

H.R.C. refacture des prestations de services à COGELEC dans les domaines suivants : politique générale, investissements, politique commerciale, marketing et financière, gestion de projets et création des offres.

La société COGELEC n'a rien distribué à la société S.R.C. sur les exercices 2022 et 2021.

L'impact des relations avec les parties liées sur les différents postes du bilan et du compte de résultat est le suivant :

PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
Autres passifs non courants		
Total passif non courant		
Emprunts et dettes financières		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	192	60
Total passif courant	192	60
TOTAL PASSIF	192	60

	31/12/2022	31/12/2021
Charges externes	-855	-736
Impôts et taxes		
RESULTAT OPERATIONNEL	-855	-736
Coût de l'endettement financier brut		
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-855	-736

3.6.10.3 Rémunérations des principaux dirigeants

Le Groupe a défini et limité la définition de principaux dirigeants aux dirigeants mandataires sociaux, à savoir au dirigeant principal, Roger LECLERC, Président Directeur Général de la SA COGELEC.

Les rémunérations versées aux principaux dirigeants s'analysent de la façon suivante (en K€) :

En milliers d'€	31/12/2022	31/12/2021
Salaires	300	300
REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS	300	300

Le dirigeant ne perçoit pas :

- d'avantages à court terme
- d'avantage postérieur à l'emploi
- d'autres avantages à long terme
- d'indemnités de fin de contrat de travail
- de paiements fondés sur des actions

3.6.10.4 Honoraires des commissaires aux comptes

	ARC			
	31/12/2022		31/12/2021	
	Commissaires aux comptes (ARC)	Réseau	Commissaires aux comptes (ARC)	Réseau
Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés				
• Émetteur	88		68	
• Filiales intégrées globalement				
Sous-total	88		68	
Services autres que la certification des comptes				
• Émetteur	5		6	
• Filiales intégrées globalement				
Sous-total	5		6	
TOTAL des honoraires des commissaires aux comptes	93		74	

	DELOITTE			
	31/12/2022		31/12/2021	
	Commissaires aux comptes (Deloitte & Associés)	Réseau	Commissaires aux comptes (Deloitte & Associés)	Réseau
Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés				
• Émetteur	88		68	
• Filiales intégrées globalement				
Sous-total	88		68	
Services autres que la certification des comptes				
• Émetteur	13		5	
• Filiales intégrées globalement				
Sous-total	13		5	
TOTAL des honoraires des commissaires aux comptes	102		74	

	BRUIJNSE			
	31/12/2022		31/12/2021	
	Commissaires aux comptes (BRUIJNSE)	Réseau	Commissaires aux comptes	Réseau
Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés				
• Émetteur				
• Filiales intégrées globalement				
Sous-total	—		—	
Services autres que la certification des comptes				
• Émetteur				
• Filiales intégrées globalement	20			
Sous-total	20		—	
TOTAL des honoraires des commissaires aux comptes	20		—	

	ALDER SHINE LLP			
	31/12/2022		31/12/2021	
	Commissaires aux comptes (Adler Shine LLP)	Réseau	Commissaires aux comptes (Adler Shine LLP)	Réseau
Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés				
• Émetteur				
• Filiales intégrées globalement	12		12	
Sous-total	12		12	
Services autres que la certification des comptes				
• Émetteur				
• Filiales intégrées globalement				
Sous-total	—		—	
TOTAL des honoraires des commissaires aux comptes	12		12	

	MAZARS			
	31/12/2022		31/12/2021	
	Commissaires aux comptes (Mazars)	Réseau	Commissaires aux comptes (Mazars)	Réseau
Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés				
• Émetteur				
• Filiales intégrées globalement			5	
Sous-total			5	
Services autres que la certification des comptes				
• Émetteur				
• Filiales intégrées globalement			1	
Sous-total			1	
TOTAL des honoraires des commissaires aux comptes			6	

Concernant les filiales étrangères, seule la société INTRATONE UK a nommé un commissaire aux comptes : le cabinet ADLER SHINE LLP.

La société INTRATONE BV a demandé la réalisation d'un audit contractuel sur 2022.

3.6.10.5 Indicateurs opérationnels de performance

Marge brute

	31/12/2022	31/12/2021
Chiffre d'affaires	59 731	51 549
Autres produits de l'activité	16	5
Achats consommés	-20 158	-19 278
Variation de stocks de produits en-cours et produits finis	-752	1 327
MARGE BRUTE	38 838	33 604
<i>En pourcentage de CA</i>	65,0 %	65,2 %

Les achats consommés sont détaillés au point 3.6.8.2.

EBITDA

	31/12/2022	31/12/2021
Résultat opérationnel	2 345	-2 569
Dotations aux amortissements	4 368	4 157
Dépréciations des actifs nettes des reprises	419	-232
EBITDA ¹	7 133	1 356
<i>En pourcentage de CA</i>	11,9%	2,6%

¹ EBITDA : L'EBITDA est défini par COGEELEC comme le résultat opérationnel avant dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs nettes des reprises.

3.6.11 RISQUES PORTES PAR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

3.6.11.1 Analyse des covenants

La Société n'a été soumise à aucun covenant dans le cadre de ses financements, pour les exercices 2022 et 2021.

3.6.11.2 Échéancier des actifs et passifs financiers

2022

A C T I F (en K€)	Valeur au bilan	- 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	à 5 ans	+ 5 ans
Autres actifs financiers	611						
Titres immobilisés (parts BPA)	200						200
Retenues garanties BPI	190		75				115
Dépôt de garantie sur location immobilière	123						123
Dépôt de garantie local IT UK	56		56	0			
Dépôt de garantie local IT GMBH	22		0	22			
Dépôt de garantie local IT BV	19		0	0	19	0	
Prêts au personnel	2		2				
Autres actifs non courants	6 355						
Créances clients	2						2
Créances clients sur contrats de location	3 981		1 617	1 274	811	279	0
Charges constatées d'avance	2 373		541	482	480	444	426
Actifs financiers non courants	6 966	0	2 290	1 778	1 310	723	865
Stocks et en-cours	16 011	16 011					
Créances clients et comptes rattachés	14 977						
Créances clients	13 038	13 038					
Créances clients sur contrats de location	1 939	1 939					
Autres actifs courants	3 935						
Prêts au personnel	17	17					
Retenues garanties BPI	50	50					
Dépôts de garantie IT UK	0	0					
Avances et acomptes versés	164	164					
Créances sociales	25	25					
Créances fiscales	2 210	2 210					
Autres créances d'exploitation	393	393					
Charges constatées d'avance	1 077	1 077					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 439	23 439					
Actifs financiers courants	58 361	58 361	0	0	0	0	0
TOTAL ACTIF FINANCIER	65 327	58 361	2 290	1 778	1 310	723	865

2021

A C T I F (en K€)	Valeur au bilan	- 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	à 5 ans	+ 5 ans
Autres actifs financiers	550						
Titres immobilisés (parts BPA)	200						200
Retenues garanties BPI	125		50	75			
Dépôt de garantie sur location immobilière	122						122
Dépôt de garantie local IT UK	55			55			
Dépôt de garantie local IT GMBH	22		22				
Dépôt de garantie IT BV	26					26	
Autres actifs non courants	5 804						
Créances clients	18						18
Créances clients sur contrats de location	3 349		1 362	1 045	702	238	0
Charges constatées d'avance	2 437		463	440	418	416	700
Actifs financiers non courants	6 354	0	1 897	1 616	1 120	681	1 040
Stocks et en-cours	15 293	15 293					
Créances clients et comptes rattachés	11 904						
Créances clients	10 270	10 270					
Créances clients sur contrats de location	1 634	1 634					
Autres actifs courants	3 104						
Prêts au personnel	2	2					

Dépôt de garantie local IT BV	5	5					
Dépôts de garantie IT UK	0	0					
Avances et acomptes versés	92	92					
Créances sociales	66	66					
Créances fiscales	1 533	1 533					
Autres créances d'exploitation	510	510					
Charges constatées d'avance	895	895					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 779	18 779					
Actifs financiers courants	49 079	49 079					
TOTAL ACTIF FINANCIER	55 433	49 079	1 897	1 616	1 120	681	1 040

2022

PASSIF (en K€)	Valeur au bilan	- 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes financières	21 268						
Emprunts bancaires	14 621		4 679	4 000	3 301	1 552	1 090
Aide remboursable OSEO Innovation	0		0	0	0	0	0
Dettes sur crédit-bail	4 454		583	604	625	465	2 177
Dettes sur locations simples	2 193		888	578	405	286	36
Autres passifs non courants	30 265						
PCA sur contrats prépayés	29 496		3 321	3 274	3 195	3 056	16 650
CIR et CII	754		315	168	118	95	58
BPI - subvention sur avance à taux zéro	0						
OSEO - subventions d'investissement	15		6	3	3	2	0
Passifs financiers non courants	51 533	0	9 791	8 627	7 648	5 457	20 011
Emprunts et dettes financières	5 649						
Emprunts bancaires	3 930	3 930					
Intérêts courus non échus	8	8					
Aide remboursable OSEO Innovation	0	0					
Découverts bancaires	1	1					
Dettes sur crédits-bails	563	563					
Dettes financières diverses	1 146	1 146					
Dettes fournisseurs	5 448	5 448					
Autres passifs courants	12 145						
Dettes sociales et fiscales	5 850	5 850					
Autres dettes	2 363	2 363					
Produits constatés d'avance	3 932	3 932					
Passifs financiers courants	23 243	23 243					
TOTAL PASSIF FINANCIER	74 776	23 243	9 791	8 627	7 648	5 457	20 011

2021

PASSIF (en K€)	Valeur au bilan	- 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes financières	20 607						
Emprunts bancaires	14 200		3 604	4 120	3 209	2 508	759
Dettes sur crédit-bail	4 571		569	583	597	612	2 211
Dettes sur locations simples	1 836		780	437	260	209	149
Autres passifs non courants	26 007						
PCA sur contrats prépayés	24 995		2 758	2 715	2 670	2 593	14 258
CIR et CII	987		488	245	123	73	59
BPI - subvention sur avance à taux zéro				6			
OSEO - subventions d'investissement	25		11		3	3	2
Passifs financiers non courants	46 614	0	8 210	8 105	6 862	5 997	17 439
Emprunts et dettes financières	3 834						
Emprunts bancaires	2 301	2 301					
Intérêts courus non échus	3	3					
Découverts bancaires	15	15					
Dettes sur crédits-bails	495	495					
Dettes sur locations simples	1 020	1 020					
Dettes fournisseurs	5 412	5 412					
Autres passifs courants	8 727						
Dettes sociales et fiscales	3 468	3 468					
Autres dettes	1 964	1 964					
Produits constatés d'avance	3 296	3 296					
Passifs financiers courants	17 973	17 973					
TOTAL PASSIF FINANCIER	64 587	17 973	8 210	8 105	6 862	5 997	17 439

3.6.11.3 Juste valeur des actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs du Groupe sont évalués de la manière suivante pour chaque année en fonction des catégories d'évaluation définies par IFRS 9 :

en K€	31/12/2022	Valeur - état de situation financière selon IFRS 9		
Rubriques au Bilan	Valeur Etat de situation financière	Juste-valeur par le compte de résultat	Juste-valeur par les capitaux propres	Coût amorti
Actifs financiers non courants	611		611	
Clients et comptes rattachés	18 959			18 959
Autres créances	6 308			6 308
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 439	23 439		
Total des rubriques relevant d'un poste d'actif	49 316	23 439	611	25 267
Dettes financières courantes	5 649			5 649
Dettes financières non courantes	21 268			21 268
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 448			5 448
Autre dettes	42 410			42 410
Total des rubriques relevant d'un poste de passif	74 776	—	—	74 776

en K€	31/12/2021	Valeur - état de situation financière selon IFRS 9		
Rubriques au Bilan	Valeur Etat de situation financière	Juste-valeur par le compte de résultat	Juste-valeur par les capitaux propres	Coût amorti
Actifs financiers non courants	550		550	
Clients et comptes rattachés	15 270			15 270
Autres créances	5 541			5 541
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 779	18 779		
Total des rubriques relevant d'un poste d'actif	40 140	18 779	550	20 812
Dettes financières courantes	3 834			3 834
Dettes financières non courantes	20 607			20 607
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 412			5 412
Autre dettes	34 735			34 735
Total des rubriques relevant d'un poste de passif	64 587	—	—	64 587

3.6.11.4 Engagements hors bilan par échéance

Engagements financiers au 31 décembre 2022

En milliers d'€	TOTAL	2023	2024	2025	2026	2027	Au-delà
Engagements donnés							
Suretés réelles	0	0	0				
Commandes d'immobilisations	279	279					
Engagement de fourniture ⁽¹⁾	2 464	802	648	530	361	90	34
Intérêts des emprunts	481	157	128	94	70	26	7
Intérêts sur crédit-bail	1 037	185	165	144	123	101	319
Intérêts sur locations simples	44	18	13	8	4	1	0
Total engagements donnés	4 305	1 441	953	776	558	218	360
Engagements reçus							
Plafond découverts autorisés	1 250	1 250					
Commandes d'immobilisations	1 505	1 505					
Engagement d'achat ⁽¹⁾	2 464	802	648	530	361	90	34
Intérêts des emprunts	481	157	128	94	70	26	7
Intérêts sur crédit-bail	1 037	185	165	144	123	101	319
Intérêts sur locations simples	44	18	13	8	4	1	0
Total engagements reçus	6 781	3 917	953	776	558	218	360

La baisse des engagements d'achat et de fourniture s'explique par :

- Au fur et à mesure que les contrats avec engagement arrivent à terme, ils sont reconduits en contrats sans engagement (le taux de résiliation est très faible) et ne sont donc plus repris en engagements hors bilan.
- De même, les nouveaux contrats conclus n'ont plus de période d'engagement ferme et ne sont donc pas repris en engagements hors bilan.

Concernant ces contrats sans engagement en cours au 31 décembre 2022, le Groupe prévoit un chiffre d'affaires de 14 071 K€ pour l'année 2023.

Engagements financiers au 31 décembre 2021

En milliers d'€	TOTAL	2022	2023	2024	2025	2026	Au-delà
Engagements donnés							
Suretés réelles	35	35	0				
Commandes d'immobilisations	204	204					
Travaux relatifs à l'extension	517	517					
Engagement de fourniture ⁽¹⁾	2 955	943	713	555	438	274	33
Intérêts des emprunts	491	87	145	107	77	57	19
Intérêts sur crédit-bail	521	93	94	80	66	51	137
Intérêts sur locations simples	39	16	10	6	4	2	1
Total engagements donnés	4 763	1 896	962	748	584	384	189
Engagements reçus							
Plafond découverts autorisés	1 250	1 250					
Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune Diamo	50						50
Commandes d'immobilisations	1 354	1 354					
Travaux relatifs à l'extension	3 750	3 750					
Engagement d'achat ⁽¹⁾	2 955	943	713	555	438	274	33
Intérêts des emprunts	491	87	145	107	77	57	19
Intérêts sur crédit-bail	521	93	94	80	66	51	137
Intérêts sur locations simples	39	16	10	6	4	2	1
Total engagements reçus	10 411	7 494	873	748	584	384	239

(1) Engagements sur les contrats de location

Les prêts accordés par OSEO BDPME pour une enveloppe globale de 4.8 M€, bénéficient de gages espèces à hauteur de 240 K€ au 31 décembre 2022.

Les prêts accordés par OSEO BDPME pour une enveloppe globale de 2.5 M€, bénéficient de gages espèces à hauteur de 125 K€ au 31 décembre 2021.

3.6.11.5 Secteurs opérationnels

La ventilation du chiffre d'affaires entre l'activité ventes de matériels et prestations de services et la répartition du chiffre d'affaires entre la France et l'Export est présenté au point 3.6.8.1.

Les actifs présents à l'étranger ne sont pas significatifs.

Sur les exercices 2021 et 2022, aucun client ne représente plus de 10% du CA.